

RAPPORT D'ACTIVITES

2020



SOMMAIRE

ÉDITO	3
-------------	---

DÉPARTEMENT DES BOUCHES-DU-RHÔNE

LES BOUCHES-DU-RHÔNE EN CHIFFRES	4
LE DÉPARTEMENT EN PREMIÈRE LIGNE FACE À LA CRISE SANITAIRE	6
2020, EN BREF ET EN IMAGES	8
L'INSTITUTION DÉPARTEMENTALE	10

DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES

▷ DIRECTION DES FINANCES.....	20
▷ DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES	24
▷ DIRECTION SÉCURITÉ, PRÉVENTION DE LA DÉLINQUANCE ET DE LA RADICALISATION	28
▷ DIRECTION DE LA COMMUNICATION, DE LA PRESSE ET DES ÉVÉNEMENTS.....	30
▷ DIRECTION DES ASSEMBLÉES.....	34
▷ SERVICE DU PROTOCOLE ET DES RELATIONS PUBLIQUES	35

DGA DE LA SOLIDARITÉ

▷ ORGANISATION ET CE QU'IL FAUT RETENIR EN 2020	36
▷ RÉALISATIONS MAJEURES EN 2020.....	38
▷ MISSIONS ADAPTÉES AU SERVICE DU TERRITOIRE.....	42

DGA STRATÉGIE ET DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE

▷ ORGANISATION ET CE QU'IL FAUT RETENIR EN 2020	52
▷ RÉALISATIONS MAJEURES EN 2020.....	54
▷ ACTIONS ADAPTÉES AUX BESOINS DU TERRITOIRE	55
▷ PRINCIPAUX RÉSULTATS ET CHIFFRES-CLÉS	58

DGA DE L'ÉQUIPEMENT DU TERRITOIRE

▷ ORGANISATION ET CE QU'IL FAUT RETENIR EN 2020	60
▷ RÉALISATIONS MAJEURES EN 2020.....	62
▷ PRINCIPAUX RÉSULTATS ET CHIFFRES-CLÉS	68

DGA DU CADRE DE VIE

▷ ORGANISATION ET CE QU'IL FAUT RETENIR EN 2020	70
▷ RÉALISATIONS MAJEURES EN 2020.....	72
▷ PRINCIPAUX RÉSULTATS ET CHIFFRES-CLÉS	76

DGA DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE

▷ ORGANISATION ET CE QU'IL FAUT RETENIR EN 2020	78
▷ RÉALISATIONS MAJEURES EN 2020.....	80
▷ PRINCIPAUX RÉSULTATS ET CHIFFRES-CLÉS	82

LE DÉPARTEMENT ET SES PRINCIPAUX PARTENAIRES

.....	84
-------	----

2020

UNE ANNÉE HORS NORME

Chaque année, pour rendre compte de son action, le Département publie un rapport d'activités des services. Ce document donne une vision globale des moyens déployés et des politiques publiques conduites au service des habitants des Bouches-du-Rhône.

Il traduit également l'étendue du savoir-faire et des compétences des agents départementaux, grâce à qui nous pouvons offrir aux citoyens un service public de qualité.



Martine VASSAL

Présidente du Conseil départemental
des Bouches-du-Rhône
Présidente de la Métropole
Aix-Marseille-Provence

L'année 2020 aura été une année hors norme. La crise sanitaire a complètement chamboulé notre pays et notre collectivité. Tous ensemble, nous avons su réagir vite et nous adapter face à cette situation inédite.

Un plan de continuité des activités a dès le début du premier confinement été mis en place et des outils de télétravail sans précédent ont été déployés auprès des agents. Notre collectivité a continué à assurer ses missions prioritaires. Plus encore, de nombreux agents se sont portés volontaires dans les MECS, les Ehpad ou encore dans les centres de dépistage pour assurer les tâches administratives.

Le Département a apporté son soutien aux personnes les plus vulnérables et a été au-delà de ses missions en distribuant 14,6 millions de masques sur tout le territoire ainsi que 17 243 litres de gel hydroalcoolique ou encore 296 000 blouses et surblouses. Et deux centres de dépistage ont été ouverts en un temps record.

Tout cela a été possible grâce à l'engagement sans faille des services et des agents du Département. Que chacun soit ici remercié pour son implication. Le service public n'aura jamais eu autant de sens qu'avec la crise sanitaire.

L'année 2020 aura aussi été marquée par la crise économique née de la crise de la Covid-19. Pour soutenir l'économie, le Département a continué d'investir dans le territoire : l'achat public représente environ 250 millions d'euros de dépenses, ce qui positionne notre collectivité parmi les plus importants acheteurs du territoire.

La lecture de ce rapport nous montre une collectivité qui sait évoluer et s'adapter, une collectivité qui utilise au mieux les ressources dont elle dispose et qui sait faire face, y compris dans les situations les plus difficiles.

Quelle fierté !

LES BOUCHES-DU-RHÔNE EN CHIFFRES



ORGANISATION ADMINISTRATIVE

- 29** cantons
- 119** communes
- 1** métropole
- 2** communautés d'agglomération
- 1** communauté de communes



TERRITOIRE

- 5 087 km²** de superficie
- 2 900 km²** en zone Natura 2000
(57 % du territoire)
- 289 km** de côtes, calanques
et plages



POPULATION

- 2 048 504** habitants
- 398 hab./km²**
(119 hab./km² au niveau national)



TOURISME

- 9 millions** de touristes par an
- 50 000** emplois directs et indirects
- 2,7 milliards** d'euros dépensés
chaque année par les touristes



AGRICULTURE

1/3 de la superficie
des Bouches-du-Rhône

4 200 exploitations agricoles

1^{er} producteur français de fruits
et légumes

1^{er} département bio de la région
en surfaces avec 41 000 ha en bio
ou en conversion



ÉDUCATION

104 000 collégiens

136 collèges publics
(dont 1 en gestion intercommunale)

52 collèges privés sous contrat



ENVIRONNEMENT

1 Grand site de France :
Sainte-Victoire

3 Parcs naturels régionaux
(Sainte-Baume, Camargue, Alpilles)

1 Parc national : les Calanques

1 Parc marin : la Côte Bleue

17 000 ha d'espaces naturels
sensibles gérés par le Département



EMPLOI / INSERTION

801 472 emplois au total
dont 86,5 % en emploi salarié

71 057 bénéficiaires du RSA

LE DÉPARTEMENT EN PREMIÈRE LIGNE FACE À LA CRISE SANITAIRE

LE DÉPARTEMENT DES BOUCHES-DU-RHÔNE A ÉTÉ PARTICULIÈREMENT EXPOSÉ ET MOBILISÉ DANS LA LUTTE CONTRE LE COVID-19 EN RAISON DE LA NATURE DE SES MISSIONS, NOTAMMENT SUR LE VOLET SANITAIRE ET SOCIAL.

La collectivité a su réagir et s'adapter rapidement aux nouvelles contraintes qui se sont imposées à elle, dès le 16 mars et l'annonce du confinement par le Président de la République. **Un plan de continuité des activités (PCA)** a été mis en œuvre, délimitant un périmètre des missions obligatoires. Des outils de télétravail ont été progressivement déployés auprès de 2 500 agents, favorisant la continuité des missions du Département, dépassant in fine le cadre initial du PCA. Lors de cette crise, les agents ont répondu aux sollicitations inhérentes à leur métier. Le soutien aux personnes les plus vulnérables via la distribution de chèques alimentaires, l'ouverture des collèges pour l'accueil des enfants des personnels soignants, le paiement des fournisseurs du Département sont autant d'exemples de la continuité de notre activité.



LA PROTECTION DES PLUS FRAGILES

Le Département a su également agir au-delà de ses missions pour protéger les plus fragiles.

Dès que le cadre réglementaire l'a permis, la collectivité a rapidement organisé **une démarche de sourcing à l'échelle internationale** en bonne intelligence avec d'autres collectivités de France pour s'approvisionner en matériels de protection (masques, gel, blouses, etc...).

LE MAINTIEN DES MISSIONS PRIORITAIRES

Le Département a maintenu l'activité des Maisons départementales de la solidarité (MDS) pour répondre aux missions de protection et d'accompagnement des personnes vulnérables et des mineurs.

Il a poursuivi ses activités de **Protection maternelle et infantile (PMI)** afin de soulager la médecine de ville et les hôpitaux. La simplification des procédures, la dématérialisation ou le maintien de droits ont été mis en œuvre pour assurer les besoins et revenus minimum aux personnes en difficulté. L'accent a été mis sur l'aide alimentaire afin de subvenir aux besoins d'un public qui était jusqu'alors inconnu des MDS.

En concertation avec l'Éducation nationale, **des protocoles d'ouverture des collèges** ont été mis en place. Les tablettes fournies par le Département ont permis à 25 % des élèves en moyenne, et jusqu'à 33 % au plus fort de la crise, de se connecter pour poursuivre leur enseignement à distance.

La surveillance, **l'exploitation et l'entretien routier** se sont poursuivis, au travers du fonctionnement du Centre d'information des routes départementales (CIRD) et des patrouilles exercées par les centres d'exploitation.

ZOOM

14,6 MILLIONS DE MASQUES

: de tous types ont été achetés ainsi que
 : 17 243 litres de gel hydroalcoolique,
 : 3 328 800 paires de gants, 296 000
 : blouses et surblouses.
 : Leur distribution a ciblé prioritairement,
 : au-delà de nos propres agents, les
 : personnes âgées, les personnes
 : handicapées, les Maisons d'enfants
 : à caractère social (MECS), les pompiers
 : et les collègues.

LE SOUTIEN AUX HÔPITAUX

Dans son rôle de soutien à la santé publique, le Département a financé à 80 % l'acquisition par l'AP-HM de **40 respirateurs** pour un montant de 500 000 € et a acheté **deux appareils de radiologie mobile** pour les hôpitaux d'Arles et d'Aix-en-Provence. Le Laboratoire départemental d'analyse (LDA) a mis en place une équipe logistique de 6 agents pour acheminer jusqu'à l'IHU les tests pratiqués dans certains hôpitaux. En outre, une action de soutien a été conduite par le service Enseignement supérieur et recherche auprès des laboratoires engagés dans la lutte contre la Covid : 523 240 € ont été votés pour doter les équipes de recherche d'équipements scientifiques pour le dépistage et l'étude du virus.



LE DÉPLOIEMENT DE CENTRES DE DÉPISTAGE OPÉRATIONNELS EN UN TEMPS RECORD

Deux centres de dépistage fonctionnant de manière parfaitement autonome ont été ouverts **dès le 30 mars**. Sur le mode du "drive", ils s'adressaient prioritairement aux personnels soignants, personnels des établissements pour personnes âgées ou de protection de l'enfance. Un partenariat avec l'Ordre des médecins a permis de communiquer vers les personnels soignants et de mettre en place une ligne téléphonique dédiée à la prise de RDV.

Les deux centres de dépistage ont arrêté leur activité début juin pour laisser place, début septembre, à **des plateformes fixes, rue Mazenod et au Laboratoire départemental d'analyses (LDA), ainsi qu'à des plateformes de dépistage mobile avec le SDIS, déployées dans 37 communes**, et en direction des agents territoriaux des collèges (ATC) et enseignants des collèges.

LA MOBILISATION DE TOUS LES AGENTS

Dès le début de la crise, les MECS, les EHPAD ou l'AP-HM nous ont fait part de leurs besoins en personnel : 31 agents, issus de la DITAS, de la DFEN, de la DEC, de la DRP, de la DC, de la DSG ou de la DPMISP (1) se sont portés volontaires.

En interne, des ATC de la DEC se sont portés volontaires pour aider à l'entretien des établissements de la DIMEF (2), des agents administratifs de la DGA CV (3) sont venus en soutien à la DGAS (4).

Avec la création des deux centres de dépistage, un appel aux volontaires a également été passé pour assurer les tâches administratives. Là encore, de nombreux agents se sont manifestés, notamment à la DSG, pour faire fonctionner les sites.

Au-delà de ces missions très ciblées, la mise en œuvre à grande échelle de distributions d'équipements de protection individuels (EPI) aux établissements médico-sociaux et aux communes a mobilisé les agents de la DSG, de la DPBAPH, de la DEF et de la DVL (5).

(1) Direction des Territoires et de l'Action sociale
Direction de la Forêt et des Espaces naturels
Direction de l'Éducation et des Collèges
Direction des Routes et des Ports
Direction de la Culture
Direction des Services généraux
Direction de la Protection maternelle et infantile et de la Santé publique

(2) Direction des Maisons de l'Enfance et de la Famille

(3) DGA du Cadre de vie

(4) DGA de la Solidarité

(5) Direction des Personnes handicapées et des personnes du Bel Âge
Direction Enfance-Famille
Direction de la Vie locale

ZOOM

2020, EN BREF ET EN IMAGES



JANVIER

Le label "Terre d'excellence cycliste" est décerné au Département par la Fédération française de cyclisme.

FÉVRIER

Du 17 au 23 février, la 28^e édition de l'Open 13 Provence a offert au public un des plus beaux plateaux de son histoire et la victoire du Grec Stéfanos Tsitsipás face au Canadien Félix Auger-Aliassime.



MARS

En plein confinement, le Département parvient à équiper les personnels en première ligne et les publics fragiles en masques, blouses et gel hydroalcoolique.



MAI

L'opération "Un masque pour tous" permet de distribuer 1,6 million de masques grand public dans les 119 communes des Bouches-du-Rhône.



AVRIL

- ▷ Deux centres de dépistage sont ouverts à Marseille (Saint-Adrien et Arenco), sur le mode du "drive", pour les personnels soignants, ceux des Ehpad et des structures d'aide sociale.
- ▷ Le LDA est le premier laboratoire départemental d'analyses de France à réaliser des tests Covid.



JUIN

Un grand plan évalué à 10 millions d'euros est déployé pour relancer l'économie locale avec notamment le "Pass Séjours", le "Repos des soignants" ou le label "Préférence Provence".



JUILLET

- ▶ Le centre Mazenod (Marseille, 2^e) devient un centre départemental de dépistage de référence pour tester massivement la population.
- ▶ Une Maison du Bel Âge itinérante voit le jour et débute sa première tournée dans les communes et les secteurs dépourvus des services offerts par les MBA.

AOÛT

- ▶ Une vaste opération de dépistage est organisée avec le SDIS pour tester les personnels des collèges avant la rentrée scolaire.
- ▶ Le site 13envies.fr est créé avec la Chambre départementale d'agriculture pour permettre aux agriculteurs de vendre en direct, depuis la ferme, leurs productions.



SEPTEMBRE

- ▶ Alors que les 104 000 collégiens des Bouches-du-Rhône reprennent le chemin de l'école, le Département dote chacun d'entre eux d'un masque lavable et réutilisable.
- ▶ La première pierre du collège Lançon-Provence (750 élèves) dessiné par Rudy Ricciotti est posée.
- ▶ La distribution du kit de fournitures scolaires se généralise à tous les élèves, de la 6^e à la 3^e, des 188 collèges publics et privés des Bouches-du-Rhône.



NOVEMBRE

- ▶ 30 millions d'euros sont mobilisés pour aider les communes à réaliser des travaux à court terme et ainsi remplir les carnets de commande des entreprises locales.
- ▶ Le dispositif de tests Covid-19 s'étend à l'ensemble des habitants des Bouches-du-Rhône grâce à une équipe de prélèvement mobile du SDIS qui sillonne le territoire.



OCTOBRE

Les sapeurs-pompiers des Bouches-du-Rhône sont envoyés en renfort dans les Alpes-Maritimes frappées par la tempête Alex, suivis d'une centaine de forestiers-sapeurs missionnés pour dégager le littoral des milliers de débris charriés par les intempéries.



DÉCEMBRE

- ▶ Grâce aux 8 nouvelles machines du SDIS pour effectuer des tests rapides, plusieurs opérations sont organisées pour dépister la population avant les fêtes de fin d'année.
- ▶ La Maison départementale de lutte contre les discriminations ouvre ses portes dans le centre de Marseille.
- ▶ L'opération "Sauve ton resto" est lancée pour soutenir les restaurateurs durant les fêtes de fin d'année.

L'INSTITUTION

LES RESSOURCES HUMAINES

Effectif sur emploi permanent

7 140 AGENTS

Effectif en hausse par rapport à 2019 : + 3,2 %

6 964 Nombre d'équivalents
temps plein

62,5% Part des femmes

Soit 4 465 agents

49,1% Part des 50 ans et plus

soit 3 504 agents

43,6% Part de la filière
technique

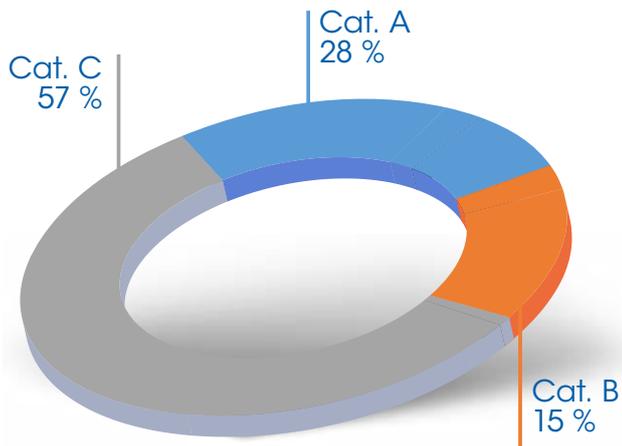
soit 3 115 agents

48 ans et 3 mois
Âge moyen des agents

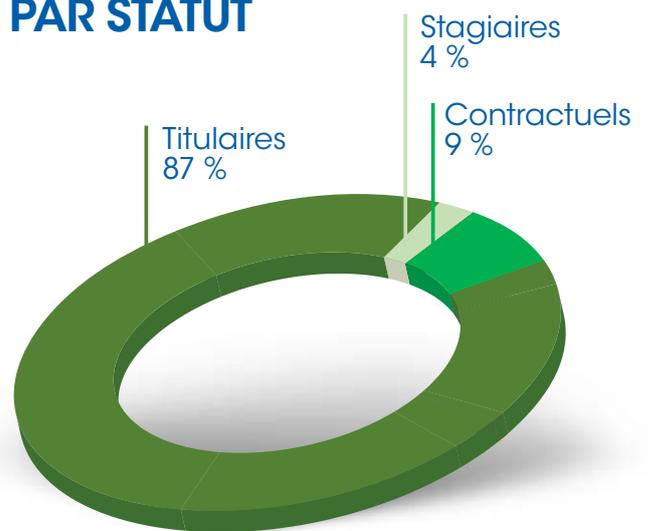


DÉPARTEMENTALE

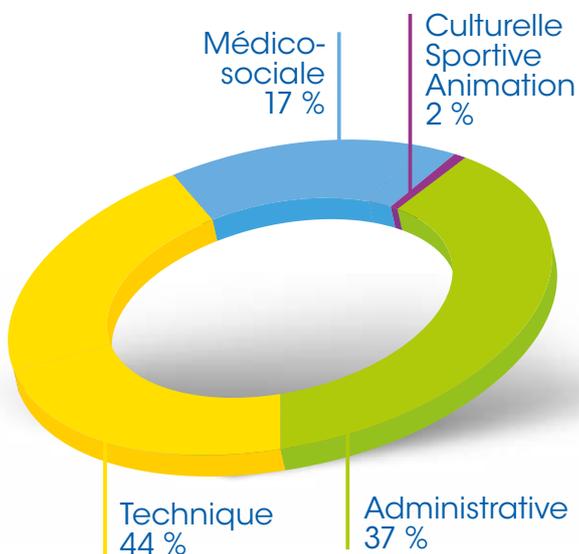
RÉPARTITION DE L'EFFECTIF PAR CATÉGORIE



RÉPARTITION DE L'EFFECTIF PAR STATUT

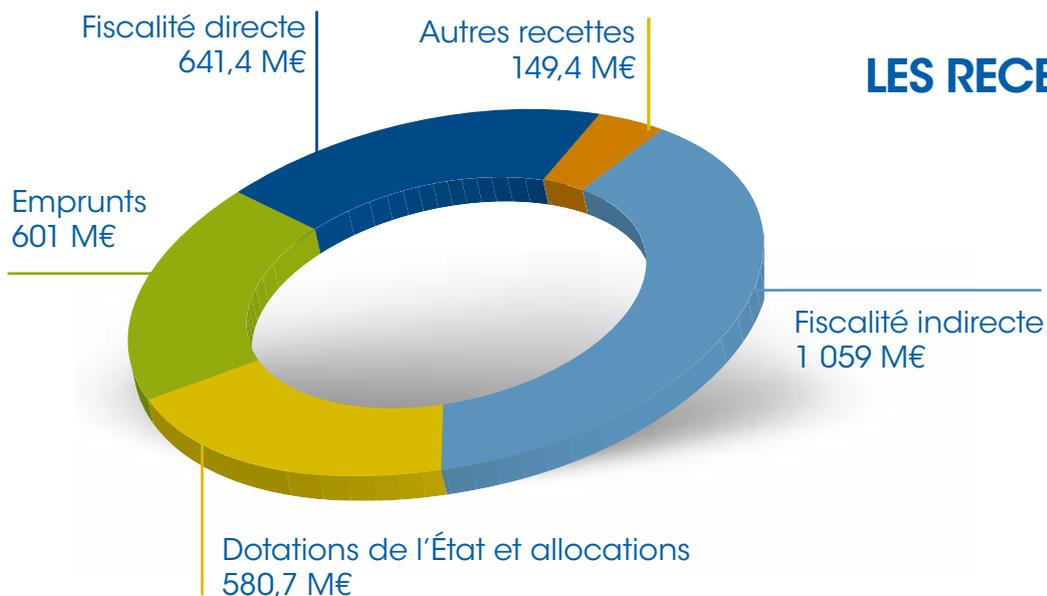


RÉPARTITION DE L'EFFECTIF PAR FILIÈRE

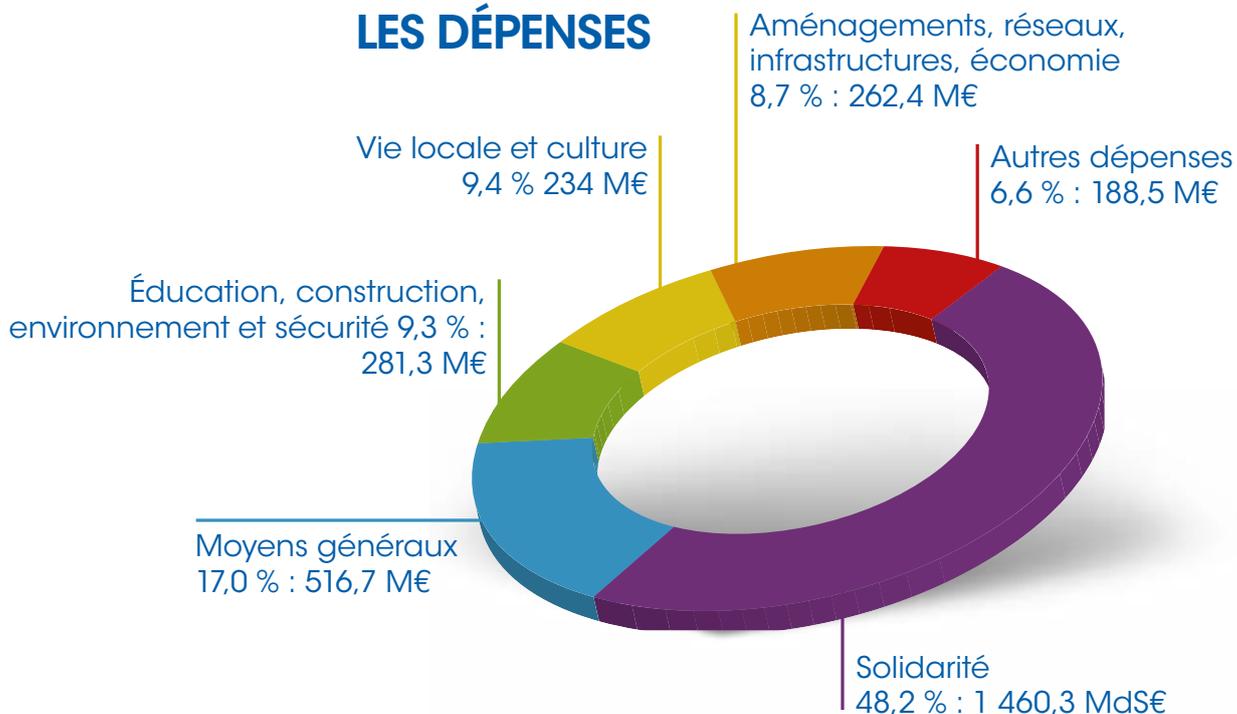


LE BUDGET 2020

LES RECETTES



LES DÉPENSES



LA SITUATION FINANCIÈRE

UNE GESTION Saine QUI PRIVILÉGIE ACTION SOCIALE,
ÉDUCATION, EMPLOI ET ÉQUILIBRE DES TERRITOIRES

732€ Dépenses de fonctionnement
d'aide sociale par habitant
contre 606 € au niveau national

15,05% Une taxe foncière sur
les propriétés bâties parmi
les plus faibles de France
contre une moyenne nationale de 17,45 % en 2019

2 329€ Dépensés pour
chaque collégien
contre 1 311 € au niveau national



LES COMPÉTENCES

Le Département accompagne les citoyens dans de nombreuses étapes de leur vie quotidienne. Il est en charge notamment de l'action sociale pour protéger les publics fragiles, de l'insertion, de la construction, l'entretien et la rénovation des collèges, de la gestion de la voirie départementale et de l'aide aux communes pour qu'elles réalisent les projets essentiels à leur développement et à la cohésion du territoire.



ÊTRE AU SERVICE DES PUBLICS FRAGILES

- ▶ **Accompagner les personnes en situation de handicap** (aides financières, création de places d'hébergement, etc.)
- ▶ **Maintenir l'autonomie des personnes âgées à domicile** et leur offrir des lieux d'accueil adaptés
- ▶ **Gérer le Revenu de solidarité active (RSA)** et favoriser le retour à l'emploi des bénéficiaires
- ▶ **Protéger et aider les enfants** en grande difficulté
- ▶ **Accompagner et soigner** les familles



ANIMER LE TERRITOIRE

- ▶ **Encourager la pratique sportive pour tous** (création d'équipements sportifs, soutien financier aux clubs et aux grands événements sportifs...)
- ▶ **Permettre l'accès à la culture pour tous** (musées départementaux, Archives et bibliothèque départementales, soutien aux équipements culturels, valorisation et rénovation du patrimoine, soutien aux grandes manifestations culturelles)
- ▶ **Aider les jeunes à s'accomplir** (missions de bénévolat, service civique, séjours éducatifs, sportifs et culturels...)



ACCOMPAGNER LES COLLÉGIENS VERS LA RÉUSSITE

- ▶ **Construire, rénover, moderniser** les collèges et en garantir le bon fonctionnement
- ▶ **Proposer une alimentation saine et de qualité**, en circuit court dans les demi-pensions
- ▶ **Soutenir le pouvoir d'achat des familles** (aides à la scolarité, carte Collégien de Provence, kits de fournitures scolaires...)
- ▶ **Équiper les élèves en outils numériques** (tablettes, clés 4G...)



AMÉLIORER LE CADRE DE VIE

- ▶ **Aider financièrement les communes à réaliser leurs projets** (écoles, bibliothèques, stades, gymnases, bâtiments et espaces publics, parkings...)
- ▶ **Soutenir financièrement les associations** du territoire
- ▶ **Entretien et moderniser les routes départementales**
- ▶ **Contribuer à la sécurité et la protection des Provençaux** (gestion et financement du SDIS, construction de casernes de gendarmerie et de centres de secours)



PROTÉGER L'ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPER L'AGRICULTURE

- ▶ **Préserver, valoriser et protéger les espaces naturels sensibles** (entretien des parcs et domaines départementaux, débroussaillage des massifs, prévention incendie...)
- ▶ **Aider les particuliers à réduire leur empreinte carbone** (prime pour l'achat d'une voiture ou d'un vélo électrique, aides à la rénovation énergétique des logements...)
- ▶ **Soutenir les agriculteurs locaux** (aide à l'installation ou à la conversion en bio, développement des circuits courts, organisation d'un salon des agricultures...)



LA GOUVERNANCE

Le Conseil départemental des Bouches-du-Rhône est constitué de **58 conseillers départementaux élus pour 6 ans représentant les 29 cantons.**

REPÈRES

1 Présidente

Martine VASSAL,
élue depuis avril 2015

15 vice-présidents

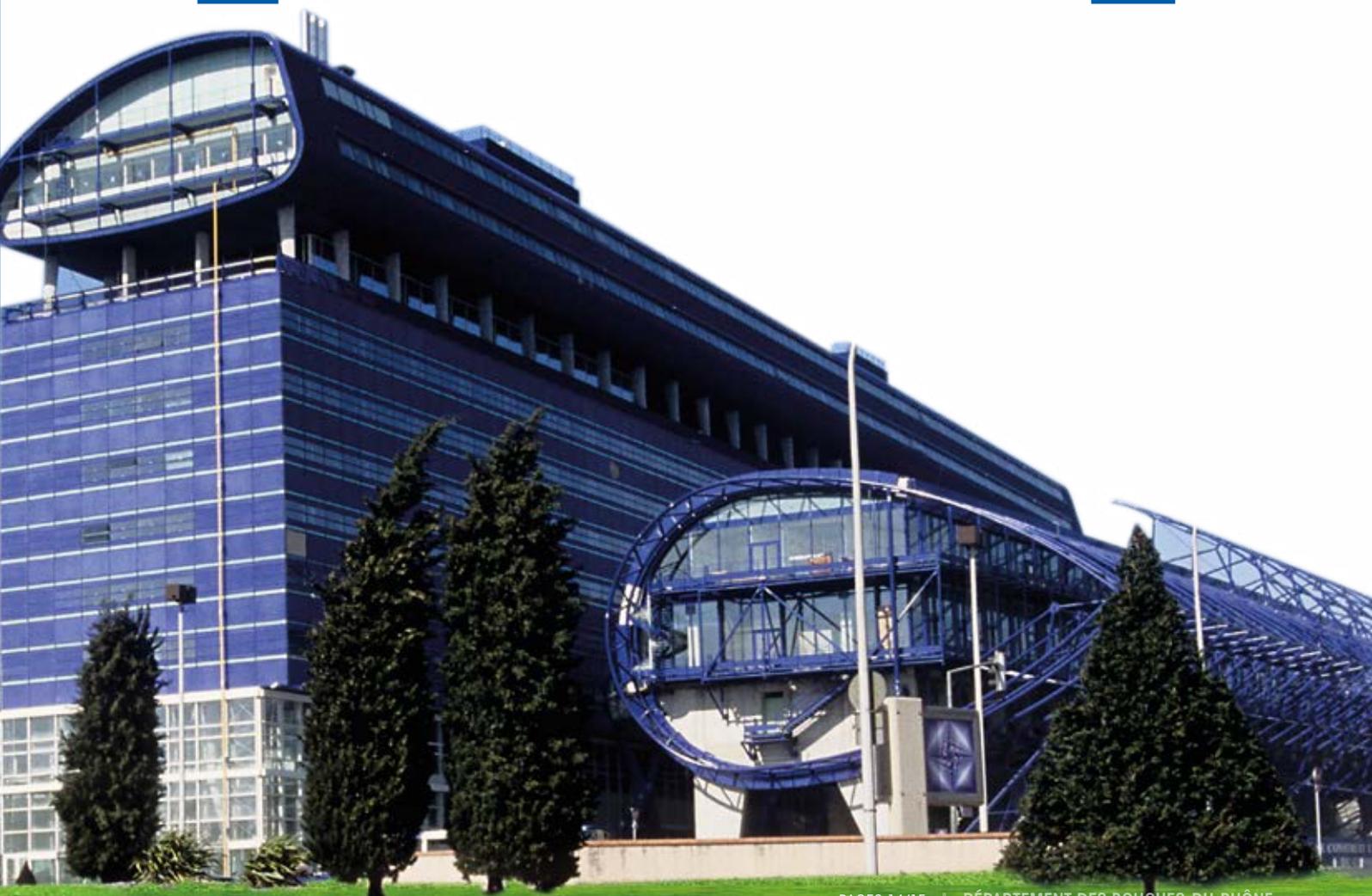
27 délégations

58 élus

réunis en commission permanente
qui prennent les décisions sur
les affaires courantes du Conseil
départemental entre chaque
séance publique

Plus de

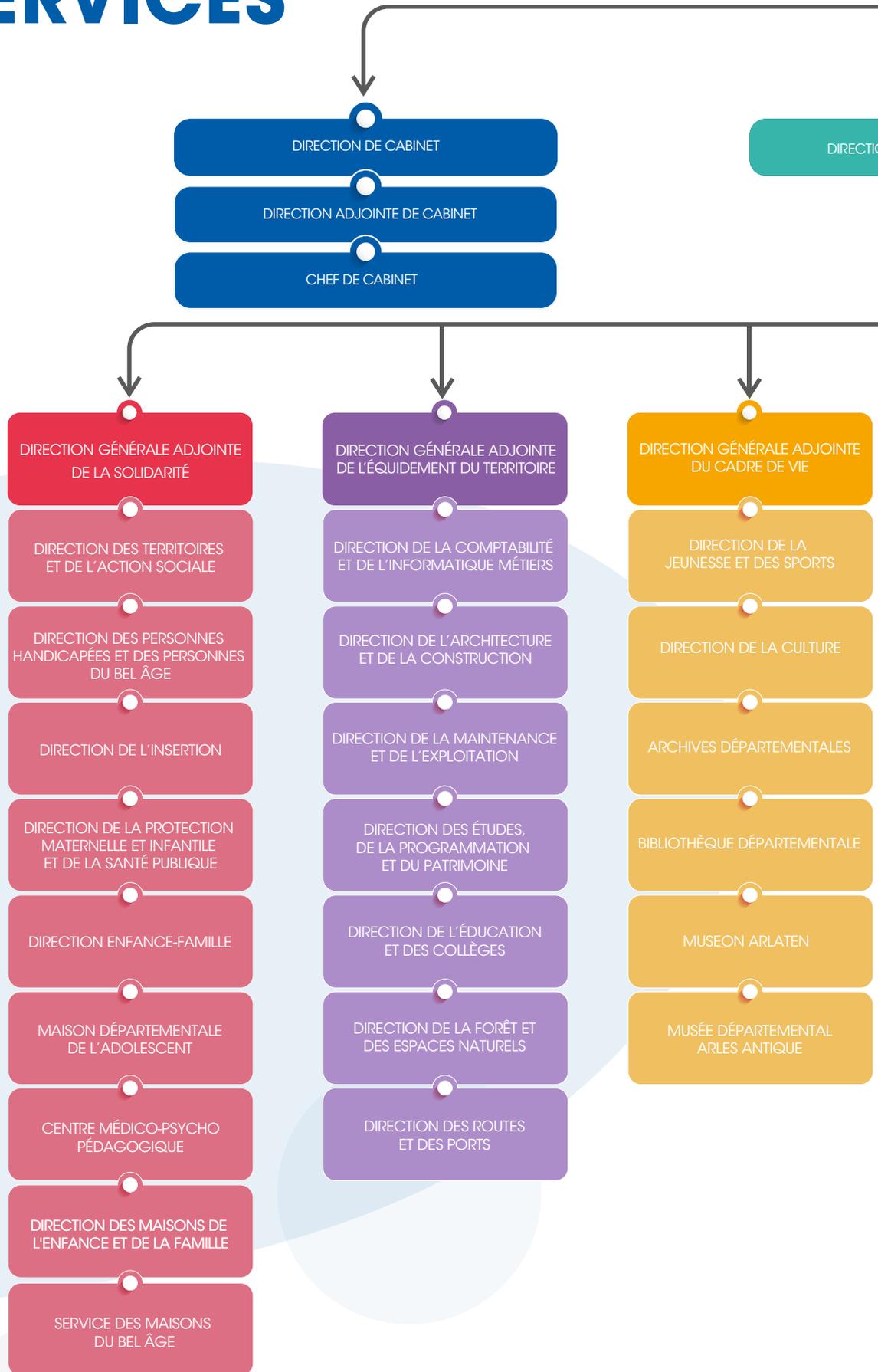
2 000 rapports votés
par an



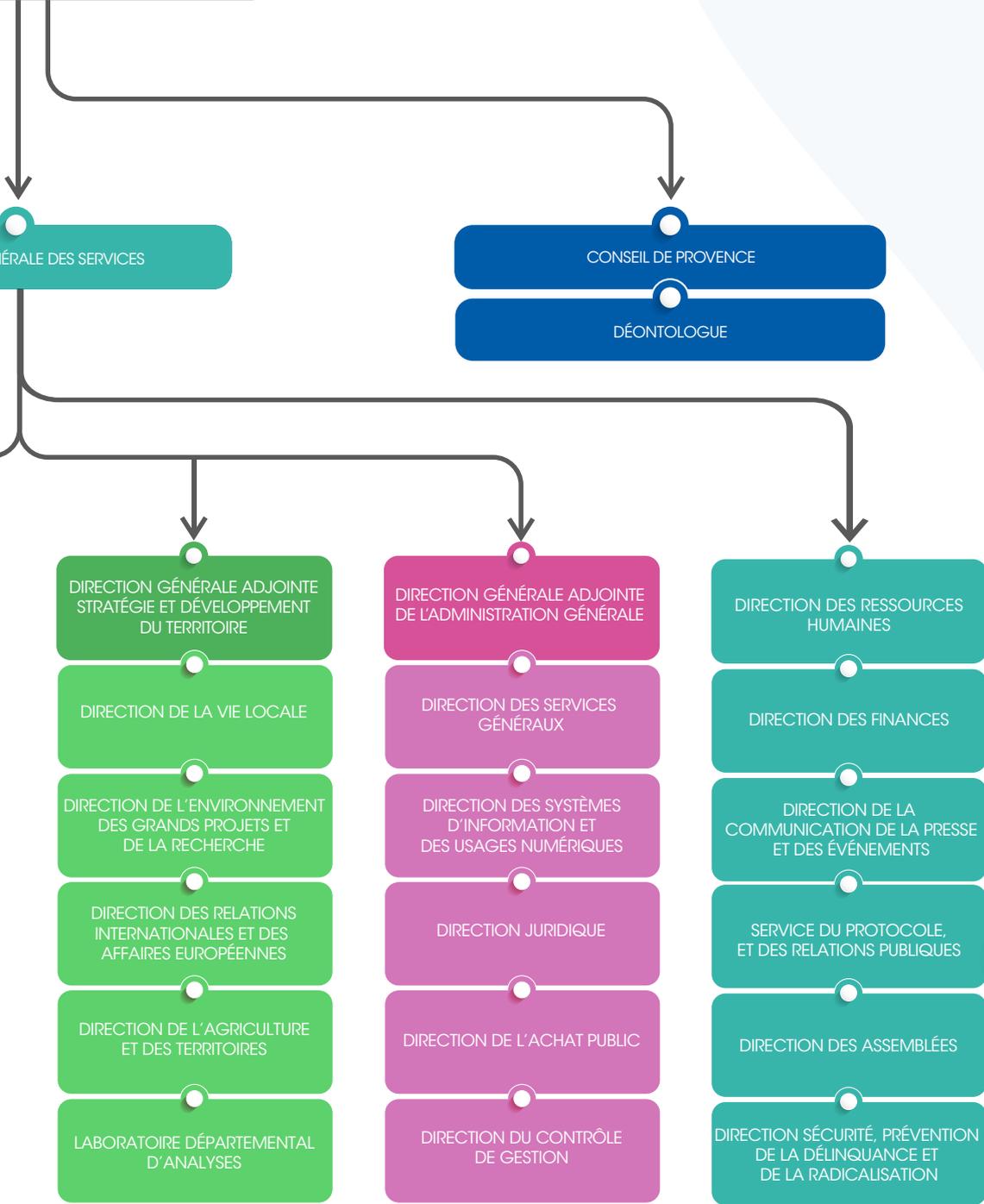
ORGANISATION DES SERVICES

PRÉSIDENT

DIRECTION GÉNÉRALE



DIRECTION GÉNÉRALE



DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES



DIRECTIONS ET SERVICES

- Direction des Finances
- Direction des Ressources Humaines
- Direction Sécurité, prévention de la délinquance et de la radicalisation
- Direction de la Communication, de la presse et des événements
- Direction des Assemblées
- Service du Protocole et des relations publiques



LA DIRECTION DES FINANCES



65 AGENTS

ZOOM

LES MISSIONS

- ▶ Préparer le budget primitif et les décisions modificatives ;
- ▶ Assurer et sécuriser l'exécution budgétaire (visa des rapports, mandats et titres, provisionnement, relations avec la paie) ;
- ▶ Garantir la qualité et le respect des procédures budgétaires et comptables ;
- ▶ Préparer le compte administratif et assurer la concordance avec le compte de gestion ;
- ▶ Mettre en place les financements, suivre les recettes et assurer la gestion de la dette et de la trésorerie ;
- ▶ Instruire les demandes de garanties d'emprunt, analyser les risques inhérents aux engagements externes ;
- ▶ Proposer les analyses prospectives de la collectivité et identifier les marges de manœuvre ;
- ▶ Conseiller, orienter et former les interlocuteurs et partenaires de la direction.

PRINCIPAUX RÉSULTATS ET CHIFFRES-CLÉS



Budget départemental 2020 : 2,9 milliards d'euros

- ▷ **2 244 millions d'euros de dépenses** réalisées en fonctionnement,
- ▷ **565 millions d'euros de dépenses** (hors dette) réalisées en investissement (+7,6 % par rapport à 2019)



420 M€ de nouveaux emprunts bancaires levés

- ▷ Pour un stock de dette à fin 2020 de **1,4 milliard d'euros** et un taux moyen de 1,09 %



120 630 mandats 34 048 titres traités



1,5 milliard d'euros de prêts garantis

- ▷ Pour un stock à fin 2020 de **1,5 milliard d'euros** dont 1,4 milliard d'euros au titre du logement social

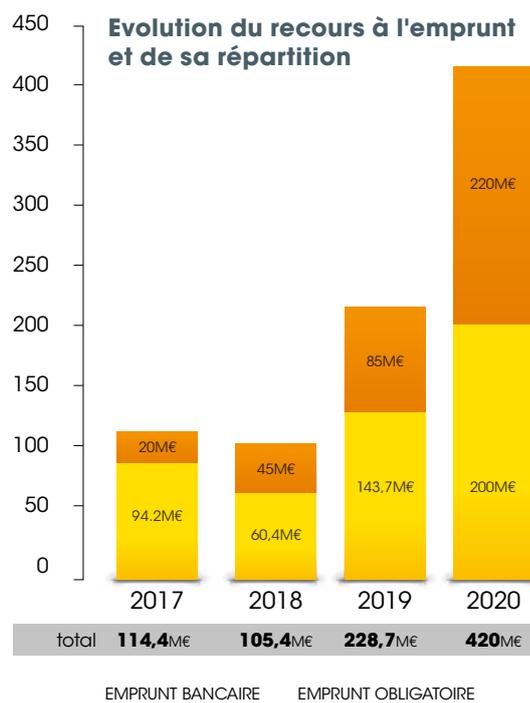
LES ÉQUILIBRES FINANCIERS DU DÉPARTEMENT

- ▷ Une épargne brute de **173,3 millions d'euros**, en recul par rapport à l'exercice précédent de **36,7%**.
- ▷ Le capital de la dette remboursé s'est chiffré à **71,7 M€**. Ainsi l'épargne, après financement de la dette, avoisine les **101,6 M€** (18% de financement des dépenses d'investissement).
- ▷ Le résultat global est excédentaire de **42 M€**.
- ▷ Les emprunts levés ont été de **420 M€** (hors avance État).

Sous l'effet de la crise sanitaire le stock de dette est en croissance. Toutefois, dans sa publication du mois de juin 2020, **l'agence Fitch Ratings confirme la note AA- du Département et considère la perspective à 2025 comme stable**. L'établissement souligne que " l'affirmation des notes de défaut émetteur reflète une capacité de désendettement du Département qui devrait rester inférieure à neuf années entre 2021 et 2024 et proche de neuf années en 2025 "

Avec une réduction des charges liées à la crise et un regain de la fiscalité indirecte, l'exercice 2021 devrait connaître une nette amélioration de la solvabilité du Département.

Evolution du recours à l'emprunt et de sa répartition



Evolution de l'encours garanti au 31/12





RÉALISATIONS MAJEURES EN 2020

LE CONFINEMENT ET LA CONTINUITÉ DU SERVICE PUBLIC

La quasi-totalité des agents de la direction a basculé en télétravail ou en présentiel limité. De l'anticipation et de la souplesse ont permis, en très peu de temps, l'instauration de nouvelles règles et méthodes de fonctionnement, **garantissant ainsi la continuité du service sans dégradation de sa qualité.**

LES ACTIONS POUR LUTTER CONTRE LE COVID-19 ET LIMITER LES EFFETS DE LA CRISE SANITAIRE

Les dépenses spécifiques liées à la crise sanitaire : **83,2 M€.**

- ▶ Le soutien en matière sociale et notamment le surcoût d'allocations RSA : 27,6 M€.
- ▶ Les dépenses de gestion de la crise : 23,1 M€
- ▶ Matériel de protection (masques, gels, EPI...) : 16,4 M€
- ▶ Primes pour les services d'aide et accompagnement à domicile : 5,8 M€
- ▶ Personnels des établissements sanitaires et sociaux : 4,8 M€
- ▶ Primes des agents du Département et charges exceptionnelles : 4,8 M€.
- ▶ Les avances remboursables pour soutenir l'activité économique en lien avec nos partenaires locaux (via la CCI Marseille-Provence) : 4,1 M€
- ▶ Le soutien au tissu économique notamment la mise en œuvre du plan de relance tourisme avec Provence Tourisme : 3,2 M€
- ▶ Les dépenses de matériel informatique (agents Département, collèges, EHPAD) : 2,2 M€.
- ▶ Les subventions hôpitaux, matériel médical et Laboratoire départemental d'analyses : 0,9 M€.
- ▶ Le versement d'avances sur marchés publics en soutien aux entreprises partenaires : 12 M€.

LA GESTION DE TRÉSORERIE

Dans cette période de baisse des recettes, le Département a dû faire face à une chute importante de sa trésorerie. Pour garantir les paiements, la collectivité a eu recours à différents outils :

Des tirages importants sur les contrats de lignes de trésorerie dont le coût est évalué à **232 K€**

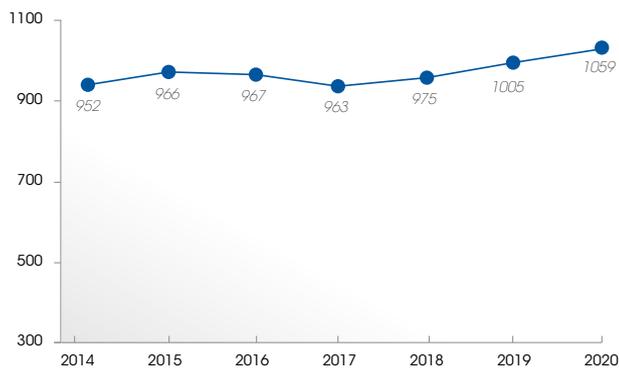
Une avance sur produit des DMTO de **22,3 M€** versée par les services de l'Etat remboursable en 2021

Une avance d'État sur produit de fiscalité de **44,6 M€** versée au mois d'août et remboursée en 2020.

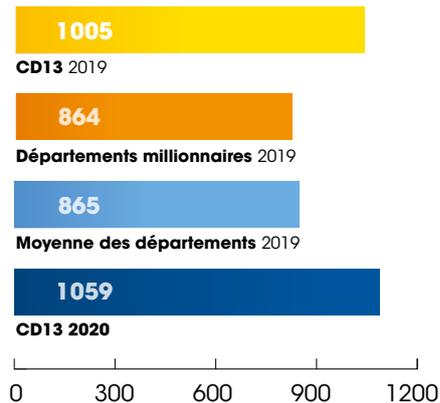
LE RESPECT DES ENGAGEMENTS

L'exercice 2020 accentue encore davantage un cycle financier sous contrainte dans un contexte local et national difficile : hausse des dépenses de solidarité, baisse des dotations de l'État, pacte de Cahors, crise sanitaire... Malgré ces éléments, le Département a été en mesure d'assurer l'ensemble des politiques publiques en utilisant au mieux ses marges de manœuvre, tout en préservant les grands équilibres financiers.

Dépenses de fonctionnement en euro par habitant



Comparaison nationale

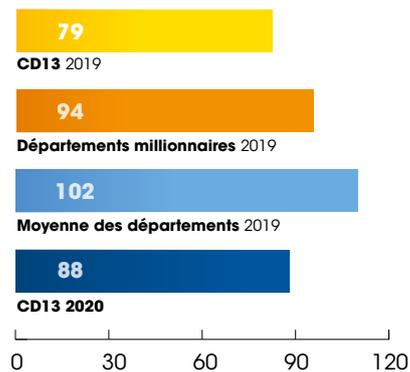


Un **hausse** consécutive pour près de **60%** à la prise en charge de la crise sanitaire

Dépenses d'équipement brut en euro par habitant

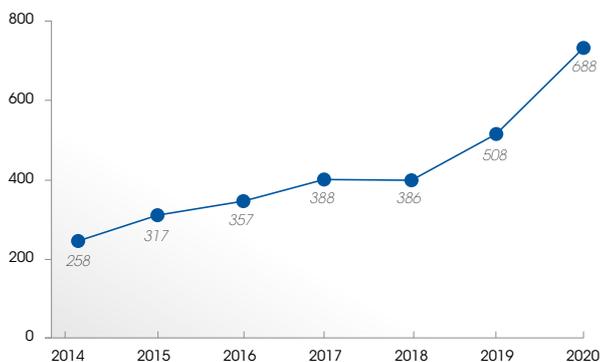


Comparaison nationale

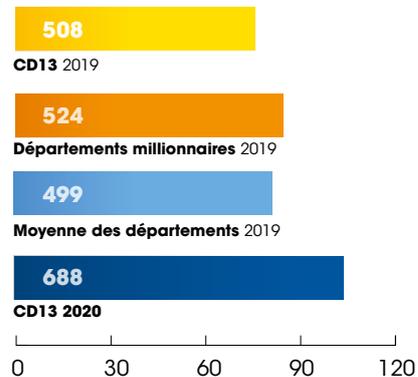


Malgré la crise, le Département conserve **une forte dynamique d'investissement**

Encours de la dette en euro par habitant



Comparaison nationale



Un **encours en croissance** sous l'effet de la crise sanitaire et de l'effort d'investissement

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES



358,4 M€
BUDGET RÉALISÉ 2020



240 AGENTS

8 SERVICES



LES MISSIONS

- ▶ Gérer la situation administrative, la carrière et la rémunération des agents ainsi que les indemnités des élus départementaux
- ▶ Gérer les effectifs, depuis l'identification et l'analyse des besoins des services jusqu'au recrutement et l'organisation de la mobilité interne et externe
- ▶ Elaborer le Plan d'adaptation et de développement des compétences et coordonner la réalisation des formations
- ▶ Contribuer à la qualité du dialogue social et à la mise en œuvre de la politique d'action sociale
- ▶ Surveiller la santé des agents ainsi que les conditions d'hygiène et de sécurité de travail
- ▶ Proposer des dispositifs de prévention des risques professionnels

RÉALISATIONS MARQUANTES EN 2020

LA MOBILISATION DURANT LA CRISE SANITAIRE

DÈS LE DÉBUT DE LA PANDÉMIE, LA DRH S'EST ATTACHÉE AU STRICT RESPECT DES CONSIGNES GOUVERNEMENTALES NOTAMMENT EN MATIÈRE DE SANTÉ AU TRAVAIL. ELLE A MIS EN ŒUVRE SON PLAN DE CONTINUITÉ DE L'ACTIVITÉ TOUT EN VEILLANT À PRÉSERVER LA SANTÉ DES AGENTS ET À INFORMER RÉGULIÈREMENT LES PARTENAIRES SOCIAUX.

LA PRÉVENTION DES RISQUES

- ▶ Construction d'un **référentiel** regroupant l'ensemble des mesures applicables en santé et sécurité au travail;
- ▶ Désignation d'un **réfèrent Covid-19** ;
- ▶ Mise en place de modes opératoires adaptés à la spécificité des activités de certaines directions ;
- ▶ Contribution aux **équipements de protection** collectifs et individuels.

UNE NOUVELLE ORGANISATION DU TRAVAIL ET DE LA FORMATION

- ▶ Instauration généralisée du télétravail et dispositions pour les **absences** autorisées adaptées au contexte sanitaire notamment pour les agents vulnérables ;
- ▶ Développement d'une **offre de formations à distance** et accompagnement des équipes en télétravail et au management à distance.

ZOOM

LE DÉVELOPPEMENT DU TÉLÉTRAVAIL

Dès mars 2020, la crise sanitaire a été un accélérateur du déploiement du télétravail. Jusque-là orienté vers des publics cibles (personnels RQTH, aidants familiaux) puis expérimenté dans certains services (Direction juridique), **il a été inscrit de manière pérenne dans l'organisation du travail** par deux délibérations successives. Le nombre de jours télétravaillés a été fixé au plus, à 2 jours par semaine (3 jours en cas de circonstances exceptionnelles). Toutefois, en application des consignes gouvernementales et du contexte sanitaire de fin d'année, le télétravail sur 5 jours par semaine a été autorisé.

L'INFORMATION DES AGENTS

- ▶ Mise en place d'une **communication renforcée** sur intranet et d'une Foire aux Questions.
- ▶ Création d'adresses mail génériques pour répondre plus facilement aux demandes (duplicatas de bulletins de paie, demandes de formation ou de mobilité ...)

LE SOUTIEN AU POUVOIR D'ACHAT DES AGENTS

- ▶ **Le versement d'une prime exceptionnelle Covid-19 à 4 540 agents** en activité durant la crise, soit près de 65 % des effectifs, sur la base de 35 € nets/ journée de travail en présentiel et/ou 20 € nets/ jour en télétravail (plafond de 1 000 €) ;
- ▶ **Le maintien des titres restaurant** à l'ensemble des agents ayant exercé leurs fonctions en présentiel, en télétravail ou placés en autorisation exceptionnelle d'absence.

ZOOM

L'INVESTISSEMENT DU SERVICE DE MÉDECINE PRÉVENTIVE

Ce service a assuré un suivi et un point quotidiens des situations de Covid-19 (**contact-tracing**) déclarées par les agents et les services (cas avérés et contacts). Ces informations ont permis d'alimenter un tableau de bord général de données anonymisées, renseigné en lien avec le service des relations sociales et prévention des risques professionnels.

DES ACTIONS STRUCTURANTES POUR LA GESTION DES EMPLOIS ET COMPÉTENCES

FORMATION : DEUX NOUVEAUX DOCUMENTS DE RÉFÉRENCE ÉLABORÉS

- ▶ **Le Plan d'Adaptation et de Développement des Compétences (PADC)** pour la période 2020-2022 vise à proposer des actions de formation au plus près des besoins des directions tout en s'ouvrant à une plus grande individualisation des parcours et à une diversification des modes d'apprentissage ;
- ▶ **La mise à jour du règlement de formation** : au-delà d'une importante actualisation des dispositions réglementaires et des procédures, il intègre désormais l'accès aux formations en ligne, les modalités pédagogiques à distance ainsi que le Compte Personnel de Formation.

RECONVERSION : UN NOUVEAU DISPOSITIF RÉGLEMENTAIRE MIS EN PLACE

Destiné aux agents en inaptitude professionnelle, le dispositif **Période Préparatoire au Reclassement (PPR)** permet aux fonctionnaires de bénéficier, pendant une période maximale d'un an et dans le cadre d'un projet de transition professionnelle, de bilans professionnel/compétences, de formations adaptées, de mises en situation (sessions d'immersion ou d'observation).

LA COMMISSION DE PROMOTION ET D'AVANCEMENT : UNE NOUVELLE INSTANCE

En application de la loi n°2019-828 du 6 août 2019 dite de transformation de la Fonction publique, la collectivité a l'obligation de définir des **lignes directrices de gestion** des ressources humaines. Doivent notamment être fixés les orientations et critères généraux pour les promotions internes et avancements de grade, les Commissions Administratives Paritaires (CAP) n'étant plus compétentes dans ce domaine. Ainsi, la situation des agents a été examinée par une nouvelle instance : la Commission de Promotion et d'Avancement (CPA) qui s'est réunie pour la 1ère fois en décembre 2020.



L'ACHÈVEMENT DU NOUVEAU RÉGIME INDEMNITAIRE

La mise en œuvre du RIFSEEP, instauré en janvier 2018, s'est achevée en 2020 et concerne à présent l'intégralité des personnels du Département (fonctionnaires et contractuels).

- Près de **2 300 agents supplémentaires** bénéficient de ce nouveau régime indemnitaire

LES CONDITIONS D'OCTROI DU RÉGIME INDEMNITAIRE (RI) EN CAS DE MALADIE

Les dispositions existantes de réduction du RI à partir du 31e jour d'absence pour maladie ordinaire ont été abrogées le 1er janvier 2020 et remplacées par celles du cadre réglementaire qui prévoient le maintien du RI durant les 3 premiers mois d'absence et une réduction de moitié à l'issue.

LE PASSAGE À LA DÉCLARATION SOCIALE NOMINATIVE

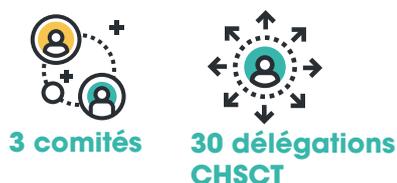
Dispositif déclaratif simplifié, la DSN s'est substituée aux déclarations périodiques ou annuelles adressées à de multiples organismes (CPAM, Pôle Emploi, Impôts, CNRACL, Ircantec). Depuis le 1er janvier 2020, un seul flux mensuel de données (numéro de sécurité sociale, contrat de travail, arrêt de travail, rémunérations ...) est transmis et réparti à l'ensemble des acteurs concernés. Il **simplifie les démarches des agents auprès des tiers** et a nécessité une adaptation importante des processus de paie de la DRH.

LA MISE EN ŒUVRE D'UN PLAN EN FAVEUR DE L'ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE

La loi de transformation de la Fonction publique du 6 août 2019 rend obligatoire l'élaboration et la mise en place d'un plan d'action pluriannuel relatif à l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes. Au-delà de l'obligation légale, **le Département entend faire de la lutte contre les discriminations et les stéréotypes une priorité**. Construit sur 2 ans, le plan d'action présenté par la DRH au Comité technique de décembre 2020 a identifié 10 actions concrètes visant à ancrer une culture de l'égalité professionnelle au sein de la collectivité.

PRINCIPAUX RÉSULTATS ET CHIFFRES-CLÉS

DIALOGUE SOCIAL



- ▶ 3 comités techniques et 3 CHSCT organisés à distance ;
- ▶ 30 délégations CHSCT, essentiellement consacrées à la gestion de la Covid-19.

COMMUNICATION INTERNE



PROMOTIONS



RIFSEEP



TÉLÉTRAVAIL



DIRECTION SÉCURITÉ, PRÉVENTION DE LA DÉLINQUANCE ET DE LA RADICALISATION



DIRECTION CRÉÉE LE
1^{ER} JANVIER 2020

 **10 M€**
BUDGET RÉALISÉ 2020

3 SERVICES

- Service technique sûreté sécurité
- Service administration générale
- Service prévention de la délinquance et radicalisation

 PRÈS DE
40 AGENTS

ZOOM

LES OBJECTIFS DE LA DSPDR

- La Direction de la Sécurité, de la Prévention de la Délinquance et de la Radicalisation (DSPDR) répond à la volonté de gagner en efficacité en centralisant au sein d'une même entité l'ensemble des moyens concourant à la sûreté, à la sécurité ainsi qu'à la politique de prévention de la délinquance et radicalisation du Département.

RÉALISATIONS MAJEURES EN 2020

LA MISE EN ŒUVRE ET LE PILOTAGE DU PLAN DE CONTINUITÉ DE L'ACTIVITÉ

Lors de la première phase de confinement, la direction a mis en œuvre et a piloté l'actualisation du Plan de Continuité de l'Activité de la collectivité. Ce plan, qui existe dans toutes les collectivités, avait été élaboré en 2009 par le Département. Il a été actualisé par anticipation avant le 15 mars, au regard de l'évolution de la situation liée au Covid-19.

Le Département avait ciblé **les enjeux suivants** :

- ▷ Gestion de la crise sanitaire
- ▷ Appui aux populations fragiles
- ▷ Services publics indispensables à la gestion de la crise et à la poursuite de la vie économique et sociale du territoire
- ▷ Service indispensable à la sécurité du public
- ▷ Activités à maintenir pour assurer les fonctions vitales de la collectivité

LA SÉCURITÉ RENFORCÉE AUPRÈS DES LIEUX SENSIBLES DURANT LA CRISE SANITAIRE

- ▷ Le contexte de tension sociale et la distribution de chèques d'aide alimentaire ont rendu nécessaire **la mise en place d'une surveillance renforcée auprès des MDS ouvertes.**
- ▷ L'intervention de la DSPDR a été sollicitée pour mettre en place **les deux centres de dépistage**, notamment pour gérer les autorisations de stationnement et de circulation, mais aussi pour organiser leur sécurité quotidienne.
- ▷ Enfin, son expertise a été utilisée pour **la sécurisation des stocks de masques** : le contexte de pénurie a imposé de prendre des mesures renforcées.



LA PRÉVENTION DE LA DÉLINQUANCE ET DE LA RADICALISATION

La direction met en œuvre la politique du Département en matière de prévention de la délinquance et de la radicalisation. À ce titre, elle est en charge de **la médiation sociale aux abords des collèges** et participe à de nombreuses instances partenariales (CSA, CLSPD, GPS...). Elle finance également de nombreux projets associatifs.

Le marché de médiation sociale a été particulièrement impacté par la crise sanitaire. L'activité sur les collèges s'est totalement arrêtée lors du confinement du printemps et des médiateurs ont été mobilisés pour aider à l'accueil des usagers en MDS.

.....
Première année d'existence, 2020 a logiquement été consacrée à la structuration des missions de ce nouveau service.
.....



DIRECTION DE LA COMMUNICATION, DE LA PRESSE ET DES ÉVÉNEMENTS

ZOOM

LES MISSIONS

Transversale, la Direction de la communication, de la presse et des événements a pour mission de rendre visible et lisible l'action du Département dans toutes ses dimensions. Il s'agit de promouvoir les compétences, les politiques publiques et les actions dans un objectif de droit à l'information du public et d'accès du plus grand nombre aux services et dispositifs de la collectivité.

8 SERVICES



64 AGENTS



5 M€
BUDGET RÉALISÉ 2020

1 UNE COMMUNICATION REPENSÉE AU REGARD DE LA CRISE SANITAIRE

Au regard des enjeux d'information de la population soulevés par la crise sanitaire, tous les services de la DCPE ont été fortement mobilisés pour communiquer largement tout au long de l'année auprès des publics cibles et de l'ensemble de la population :

- ▷ sur les **opérations de distribution d'équipements de protection** aux publics vulnérables, aux personnels en première ligne, à la population
- ▷ sur l'**accessibilité des services publics départementaux** : MDS, MBA, MDPH...
- ▷ sur le **déploiement du dépistage** : drive, unités mobiles, centres départementaux
- ▷ sur les **opérations de soutien** au personnel en première ligne et au secteur du tourisme et de la restauration : Sauve ton resto, repos des soignants, pass séjour, pass tables...

Ainsi, dès le premier confinement, des outils de communication dématérialisés et adaptés ont été déployés rapidement pour informer à la fois les agents de la collectivité et le grand public.

LES RÉSEAUX SOCIAUX, PRÉCIEUX RELAIS D'INFORMATION

Interactifs et adaptés, les RS (Facebook, Twitter, LinkedIn, Instagram) ont été d'une grande utilité pour **relayer en temps réel** les dispositifs de la collectivité, les messages de soutien ou encore les campagnes de communication de la collectivité, sous la forme de posts simples ou sponsorisés.

LE WEB, VITRINE DE NOS ACTIONS PHARE POUR LE GRAND PUBLIC

Le site institutionnel departement13.fr a repensé son organisation pour informer les habitants sur les mesures de protection les concernant. Cette information quotidienne s'est poursuivie tout au long de l'année. Par ailleurs, des **newsletters hebdomadaires** d'informations ont été diffusées régulièrement auprès de nos publics.



LE MAGAZINE ACCENTS DE PROVENCE À L'HEURE DU COVID-19

Pour la première fois, le magazine Accents de Provence est paru en version dématérialisée lors du premier confinement, un numéro entièrement consacré à l'action de la collectivité pour protéger la population. Plus largement, le magazine Accents a veillé tout au long de l'année à informer, via des dossiers complets, sur l'engagement du Département dans la crise.



UNE SITUATION INÉDITE EN IMAGES

Dans cette situation exceptionnelle, photographes et vidéastes de la DCPE ont vu leur quotidien rythmé par la nécessité d'**illustrer cette situation exceptionnelle** et les mesures spécifiques mises en place dans l'urgence.

DES ÉCHANGES ESSENTIELS AVEC LA PRESSE

Les relations avec la presse ont été impactées notamment par l'impossibilité d'organiser des événements et des conférences de presse en présentiel. **La visioconférence a donc été privilégiée.** Sur les 41 communiqués de presse diffusés, 46% ont été consacrés à la Covid, aux mesures mises en place et aux réactions après chacune des annonces gouvernementales. Et 44% des demandes de presse ont notamment concerné la livraison et la distribution de masques, l'octroi d'une prime-Covid aux acteurs du secteur médico-social, le rôle du LDA13, le protocole sanitaire dans les collèges...

DE L'ÉVÉNEMENTIEL SANITAIRE ET DÉMATÉRIALISÉ

L'activité événementielle ayant été fortement impactée, elle a été **réorientée vers de "l'événementiel sanitaire"**, notamment vers l'organisation des campagnes de dépistage ou la mise en place d'événements dématérialisés : Prix de la recherche en Provence, réunion avec Gênes, visioconférences de la Présidente, etc.

UNE COMMUNICATION INDISPENSABLE ENVERS LES AGENTS

Le site Intranet a été particulièrement actif pendant la crise sanitaire. Cet espace de diffusion essentiel pour les directions, notamment la DRH, a permis de **maintenir le lien avec les agents** et de leur transmettre les informations liées au contexte. Un outil appuyé par l'envoi régulier de newsletters, pérennisé après la crise par la création de "Mag Net", un rendez-vous hebdomadaire reprenant les principales actualités de la collectivité.

DES CAMPAGNES DE COMMUNICATION ADAPTÉES



2 LA NÉCESSITÉ DE POURSUIVRE UNE COMMUNICATION HORS CRISE

AU-DELÀ DE LA CRISE SANITAIRE, LA DCPE A CONTINUÉ À COMMUNIQUER SUR LES DISPOSITIFS PORTÉS PAR LA COLLECTIVITÉ. ELLE A ÉGALEMENT OPTIMISÉ CETTE PÉRIODE POUR METTRE L'ACCENT SUR DES THÉMATIQUES FORTES. CERTAINES DE CES CAMPAGNES ONT PARTICULIÈREMENT BIEN FONCTIONNÉ : VIOLENCES CONJUGALES, ENFANCE MALTRAITÉE, FEUX DE FORÊT, ETC.

LA CAMPAGNE " TERRE DE FEU " PRIMÉE AU " GRAND PRIX STRATÉGIES DE LA COMMUNICATION "

A l'été 2020, en lançant la campagne "Terre de feu " pour sensibiliser le grand public à la lutte contre les feux de forêts, la collectivité a mis en avant les professionnels qui risquent leur vie au quotidien. **Le succès de cette campagne a valu au Département de recevoir la médaille de bronze du " Grand Prix Stratégies de la Communication des entreprises et des collectivités territoriales ".**



LA LUTTE CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

Avec une campagne choc, la DCPE a voulu marquer les esprits sur une problématique particulièrement sensible pendant la crise sanitaire.

LES BOUCHES-DU-RHÔNE, TERRITOIRE N°1 DES VENTES DE VÉHICULES ÉLECTRIQUES

Depuis le lancement de la prime de 5 000 euros pour l'achat d'un véhicule 100% électrique neuf, les Bouches-du-Rhône sont en tête des ventes sur le plan national. Pour valoriser ces bons résultats, la DCPE a lancé en mars 2021 la campagne " **A jamais les premiers sur l'électrique** ", en écho au slogan fréquemment repris par les supporters de l'OM.

UN NOUVEAU LIEU POUR LUTTER CONTRE LES DISCRIMINATIONS

L'ouverture de la Maison départementale de lutte contre les discriminations le 1^{er} décembre a été accompagnée par la DCPE à travers une vaste campagne de notoriété.

UNE RENTRÉE SCOLAIRE MOINS CHÈRE

A chaque rentrée scolaire, la DCPE imagine une campagne de communication originale pour promouvoir les dispositifs phares qui améliorent le pouvoir d'achat des familles.



PRINCIPAUX RÉSULTATS ET CHIFFRES-CLÉS

PÔLE DIGITAL



- ▷ **1,47 million** de sessions sites web
- ▷ **170 580 abonnés** sur les réseaux sociaux (+25 000 abonnés, soit +17,4 % par rapport à 2019)
- ▷ **1 525 publications** sur les réseaux sociaux

SERVICE MÉDIA



- ▷ **Pôle édito** : rédaction de 6 numéros d'Accents de Provence, 60 newsletters, 30 spots radio, 50 édits, 100 articles web
- ▷ **Service presse** : 41 communiqués de presse, 31 invitations presse et 180 demandes de

SERVICE PROJETS



Événementiel sanitaire

- ▷ **Visibilité institutionnelle** assurée sur 56 centres de dépistage éphémères
- ▷ **Coordination logistique**, communication et visibilité sur les 4 sessions de dépistage l'HD13

Cars podiums

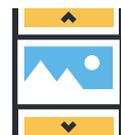
- ▷ **45 sorties sur l'année**

STUDIO GRAPHIQUE



300 créations graphiques

PÔLE IMAGE



▷ **421 reportages photos**

PÔLE PROMOTION



▷ **74 campagnes de communication**

PÔLE COMMUNICATION INTERNE



- ▷ **13 Newsletters** spécifiques Covid-19
- ▷ **15 " Mag Net "** sur intranet
- ▷ **150 publications** sur Intranet

DIRECTION DES ASSEMBLÉES

ZOOM

LES MISSIONS

La Direction des Assemblées est garante de la bonne préparation des séances du Conseil départemental et de la Commission Permanente en assurant la qualité et la transparence de l'information des conseillers, et la sécurité juridique des actes départementaux. Elle assure également la transmission des actes de la collectivité au contrôle de légalité et gère la logistique et le secrétariat des Conseillers départementaux afin qu'ils puissent exercer leur mandat dans les meilleures conditions possibles.

RÉALISATIONS MAJEURES EN 2020

UN COUP D'ACCÉLÉRATEUR SUR LA TÉLÉTRANSMISSION DES ACTES EN PRÉFECTURE

Dans le contexte de l'état d'urgence déclaré en mars 2020 et afin de permettre la continuité du service public, le service des actes administratifs a mis un coup d'accélérateur sur **la transmission dématérialisée au contrôle de légalité**.

En effet, alors que jusque-là tous les actes de la collectivité étaient transportés physiquement en Préfecture au format papier, **dès le mois d'avril 2020, les premiers actes ont été télétransmis**.

Cette procédure a permis à la collectivité, dans cette période contrainte, l'envoi sans délai d'actes urgents au contrôle de légalité : contrats de mise à disposition de personnel dans les structures médicales, commandes urgentes de masques, solution hydro alcoolique etc.

... **1 834 actes** télétransmis par Docaposte et **2 880**
... **transmis sur support papier** soit au total **4 714 actes**
... **transmis au contrôle de légalité** en 2020.

LES RÉUNIONS DE L'ASSEMBLÉE DÉPARTEMENTALE EN VISIOCONFÉRENCE

Dès la parution de l'ordonnance 2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales, le Département a tout mis en œuvre afin d'organiser le plus rapidement possible un Conseil départemental en visioconférence. Ainsi, **le 14 avril 2020 s'est tenue la première séance publique organisée en visioconférence**, dans le respect des dispositions de l'ordonnance 2020-391. Ceci a permis à l'institution de voter les premières décisions urgentes pour faire face à cette crise sans précédent.

Le Département a été l'un des premiers à avoir mis en œuvre les réunions du Conseil départemental par visioconférence.



L'IMPACT ENVIRONNEMENTAL DES NOUVELLES PRATIQUES DÉMATÉRIALISÉES

La crise sanitaire a précipité la mise en œuvre de projets innovants en matière de modernisation des pratiques au sein des collectivités. Ces nouvelles organisations ont un fort impact environnemental. A titre d'exemple, **l'envoi dématérialisé des actes au contrôle de légalité a fait chuter la consommation de papier de 80%** et les visioconférences des assemblées ont eu un impact sur le bilan carbone.



SERVICE DU PROTOCOLE ET DES RELATIONS PUBLIQUES

 42 AGENTS

 800 700 €
BUDGET RÉALISÉ 2020

ZOOM

LES MISSIONS

- ▷ Être présent aux côtés de la Présidente du Conseil départemental lors de ses déplacements,
- ▷ Assurer les accueils des personnalités reçues par l'Institution, l'organisation et la gestion des cérémonies publiques et des réceptions,
- ▷ Être garant du respect des règles protocolaires pour les cérémonies officielles et les manifestations,
- ▷ Gérer le fichier protocolaire,
- ▷ Elaborer, valider et envoyer les invitations en assurant la gestion des retours,
- ▷ Gérer la billetterie,
- ▷ Assurer la gestion et le suivi de l'attribution des objets promotionnels.



RÉALISATIONS MAJEURES EN 2020

L'année 2020, marquée par un arrêt total de l'évènementiel et des réceptions pendant de nombreux mois, a entraîné une réorganisation du service afin de pouvoir apporter **un soutien humain et logistique** pour faire face à la crise du Covid.

Certains agents ont accepté d'effectuer des **missions de volontariat** dans un esprit de solidarité notamment lors de l'opération #masquespourtous qui a permis de distribuer 1,6 million de masques grand public aux communes au moment du déconfinement (du 8 mai au 12 juin). Ils ont contribué à la mise sous pli des masques sur le site du Parc Chanot.

La période de confinement a entraîné un arrêt total des cuisines et a été mise à profit pour réaliser la désinfection des sols, murs et plafonds et hottes de cuisine (SAD, salon du 7e étage, salon Louis Philibert). Le guide des bonnes pratiques HACCP pour la restauration a été revisité, il mentionne les actions correctives Covid-19 garantissant des conditions sanitaires adaptées et les mesures à appliquer (gestion du personnel, achats, nettoyage, préparation en cuisine et accès).

Le service a poursuivi ses livraisons de gerbes, couronnes et bouquets lors de cérémonies officielles et a participé activement au déplacement de la Présidente dans les collèges et les Maisons du Bel Âge ainsi qu'aux manifestations en soutien aux professionnels touchés par les annonces gouvernementales.

Le service a été vigilant à maintenir la chaîne financière et à garder le contact avec ses fournisseurs. Les marchés nécessaires ont été relancés afin de ne pas connaître d'interruption.

Le service s'est totalement mobilisé lors du déconfinement avec la gestion de la salle de commission 1 et la mise en place de toutes **les visioconférences de la Présidente**.

Enfin, le service a été particulièrement sollicité pour un soutien logistique lors de la mise en place de la campagne de dépistage PCR au centre départemental Mazenod.

DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE

SOLIDARITÉ

10 DIRECTIONS ET SERVICES

- ▶ Administration, ressources, pilotage et évaluation
- ▶ Insertion
- ▶ Personnes handicapées et personnes du Bel Âge
- ▶ Maisons du Bel Âge
- ▶ Protection maternelle et infantile et Santé publique
- ▶ Enfance Famille
- ▶ Territoires et Action sociale
- ▶ Maison départementale de l'adolescent
- ▶ Maisons de l'Enfance et de la Famille
- ▶ Centre Médico-psycho-pédagogique départemental

1,46 Mds€
BUDGET RÉALISÉ 2020

2 600 AGENTS



LES POLITIQUES PUBLIQUES MISES EN ŒUVRE

Par ses actions de solidarité, le Département est présent aux côtés de tous les publics fragiles tout au long de la vie. Les missions d'action sociale de la DGAS sont :

- ▶ le soutien à l'autonomie et la prise en charge des personnes du bel âge et de leurs aidants ;
- ▶ l'engagement en faveur des enfants et leur famille ;
- ▶ la promotion des politiques sur l'ensemble du domaine du handicap ;
- ▶ les actions en faveur de l'emploi et de l'insertion ;
- ▶ la préservation de l'offre de santé et de soins de proximité sur l'ensemble de son territoire.

ZOOM

CE QU'IL FAUT RETENIR EN 2020



**L'équipement
quotidien de tous les
sites de la DGAS**
en matériels de protection
individuelle



**De nouvelles actions
pour l'insertion**
des bénéficiaires du RSA dans
le cadre du Plan Pauvreté



**La création
de 186 places d'habitat
inclusif** dans le cadre du
Plan HandiProvence 2025



**Le lancement d'une offre
de Complémentaire
santé** adaptée aux Personnes
du Bel Âge



**La mise en place de
centres de dépistage
Covid-19** dès le début de la
crise sanitaire



**Le lancement d'un
nouveau numéro
public** pour l'enfance en
danger



**La création d'une
unité d'hébergement
d'urgence** pour les
femmes victimes de
violences à Marseille



**L'ouverture d'un pôle
de consultations de
thérapie familiale**
pour les adolescents et leur
famille



**Le lancement d'un
programme inédit pour
la santé des enfants
confiés** à l'Aide sociale à
l'enfance



**Une veille sur la santé
mentale des enfants**
et adolescents durant le
confinement

RÉALISATIONS MAJEURES EN 2020



LE MAINTIEN DE L'ACTIVITÉ ET L'ADAPTATION DES PRATIQUES FACE À LA CRISE SANITAIRE ET SOCIALE

LA DGAS S'EST RETROUVÉE AU CŒUR DES ENJEUX LIÉS À LA GESTION DE LA CRISE SANITAIRE ET À L'APPUI AUX POPULATIONS FRAGILES. LA VIGILANCE DE LA COLLECTIVITÉ, CHEFFE DE FILE DE LA SOLIDARITÉ ET DE L'AIDE SOCIALE, S'EST PORTÉE EN PRIORITÉ SUR LES PUBLICS LES PLUS VULNÉRABLES PARTICULIÈREMENT DURANT LES PÉRIODES DE CONFINEMENT.

DES MDS TOUJOURS ACCESSIBLES

Si dans un premier temps, les MDS ont été pour partie fermées (8 sont restées ouvertes sur rendez-vous et la plupart ont assuré une permanence téléphonique), les réouvertures se sont succédé au fil des semaines et la totalité des sites étaient de nouveau accessibles sur rendez-vous dès le 10 avril.

DES MESURES POUR DÉCHARGER LES HÔPITAUX

L'enjeu a également été de décharger les hôpitaux et la médecine de ville **en maintenant un maximum de sites de consultation** ainsi que les CLAT et Cegidd du territoire. Durant le premier confinement, à la demande de la maternité de la Conception, les centres de planification et d'éducation familiale ont suivi les femmes enceintes au-delà du 6^e mois afin de décharger les consultations hospitalières, et dégager du personnel pour la prise en charge des patients Covid.

Les visites à domicile (VAD) pour les femmes enceintes et les enfants de moins de 6 ans en situation de vulnérabilité, dans le cadre de la protection de l'enfance, ont été maintenues.



LA PROTECTION DE L'ENFANCE AU CŒUR DES PRIORITÉS

Dans le cadre de la protection de l'enfance, 4 878 mineurs et jeunes majeurs ont été maintenus dans le dispositif d'aide sociale à l'enfance pendant la crise sanitaire. Les services, les assistants familiaux et les établissements se sont adaptés aux confinements et un appui technique et sanitaire a été apporté aux établissements et aux assistants familiaux **avec la distribution de tablettes et de matériels pédagogiques et sportifs** aux enfants confiés.

La DIMEF a renforcé son activité pendant la crise sanitaire avec l'accueil de 500 enfants pendant les confinements et **l'ouverture de 3 structures éphémères**, pour répondre à la hausse des demandes dans un contexte de confinement des structures d'aval : pouponnière (11 bébés), enfants à particularité et fratries 3-16 ans (8 enfants), adolescents et MNA (20 places, pour 190 adolescents accueillis en 9 mois).

Les agents de la DiMEF, reconnus comme soignants sont passés en 12h au plus fort de la crise, renforcés par 93 recrutements.

UNE VEILLE SUR LA SANTÉ MENTALE DES ENFANTS ET ADOLESCENTS

Les antennes du CMPPD durant les périodes de confinement ont adapté leur offre de soins au contexte de dégradation globale de la santé mentale des enfants et adolescents : création d'un blog pour prévenir l'aggravation des risques psychologiques ; **mise en place de téléconsultations** ; renforcement des actions pour l'école inclusive et la lutte contre le décrochage scolaire...

LA FORTE MOBILISATION AUPRÈS DES PERSONNES ÂGÉES ET HANDICAPÉES

La situation dans les EHPAD et Résidences autonomie a été quotidiennement surveillée. Les équipes de la DPBAPH ont contacté chaque jour les structures pour faire **un point de situation**, en lien avec l'ARS, et effectuer un suivi statistique précis des cas Covid. Des équipements de protection individuelle ont été distribués aux établissements sociaux et médico-sociaux, **soit plus de 2 millions de masques chirurgicaux, FFP2, blouses, et gants sur 23 journées.**

PRIME COVID

Une prime Covid a été attribuée aux salariés des structures pour personnes handicapées de compétence départementale, grâce à un financement de la collectivité.

De leurs côtés, **les Maisons du Bel âge avec point postal sont restées ouvertes**, maintenant un service essentiel aux administrés. Celles qui sont restées fermées ont préservé le lien social avec leurs usagers au travers d'appels de convivialité quotidiens. **Certains agents se sont portés volontaires** sur différentes actions, contribuant à la gestion de la crise sanitaire : distribution de colis alimentaires avec la Croix Rouge, accueil en centre de dépistage départemental, mise sous plis de masques de protection.

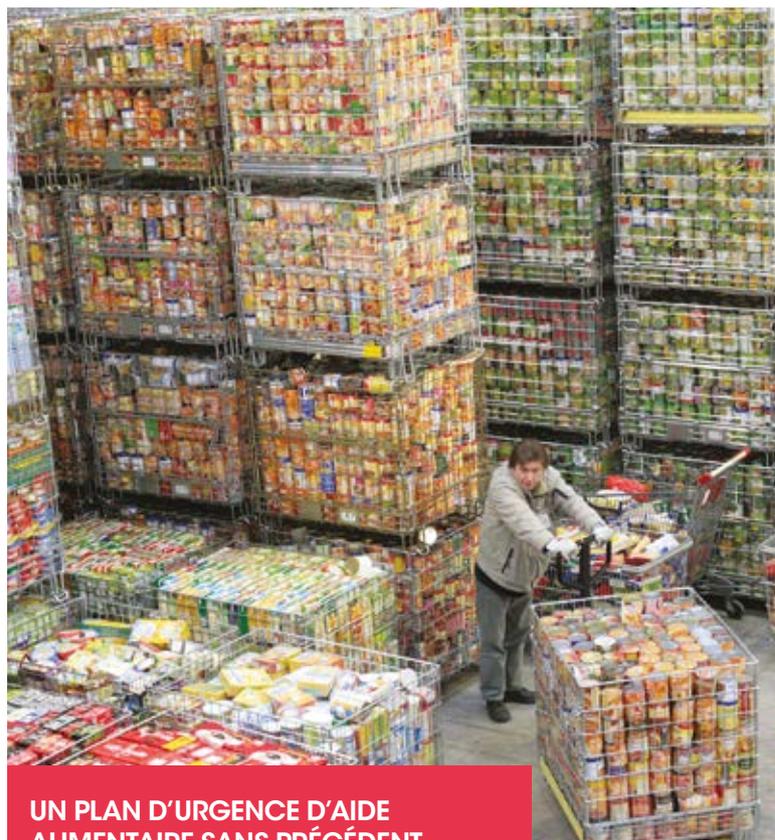


LE MAINTIEN DU RSA

Concernant le RSA, **le Département a interrompu toutes les radiations et les suspensions et rétabli dans leurs droits plus de 4 000 bénéficiaires**. La direction de l'Insertion a mis en place le **Contrat d'engagement réciproque dématérialisé** qui a vocation à se maintenir et a poursuivi ses orientations vers les actions de son Programme départemental d'insertion.

L'OUVERTURE DE CENTRES DÉPARTEMENTAUX DE DÉPISTAGE

La DPMISP a été à l'initiative lors du premier confinement de la mise en place, dès la fin mars, de centres de dépistage de la Covid-19 au sein des sites de **Saint-Adrien et d'Arenc** (1 943 tests réalisés) sous forme de drive. A partir d'août 2020, les dépistages ont été pratiqués au sein du **centre Mazenod** (16 000 tests PCR et 300 tests antigéniques).



UN PLAN D'URGENCE D'AIDE ALIMENTAIRE SANS PRÉCÉDENT

- ▷ Augmentation du montant et assouplissement des critères d'éligibilité des **Chèques d'accompagnement personnalisé**
- ▷ Distribution des Chèques services Etat par les MDS et ouverture d'un accueil renforcé sur Arenc
- ▷ **Renforcement du soutien financier aux associations œuvrant dans le domaine de l'aide alimentaire et de l'hébergement d'urgence**. Une action coordonnée avec la Croix Rouge a permis la livraison de paniers repas et de produits de première nécessité à domicile, pour les personnes en précarité avec un soutien logistique des agents des Maisons du Bel Âge,
- ▷ Mise en place **d'un dispositif d'aide aux entrepreneurs en difficulté sociale**.

L'EXPERTISE SANITAIRE DES MÉDECINS DU DÉPARTEMENT

Les médecins de la DMPISP ont joué un rôle fondamental dans l'expertise sanitaire nécessaire à la mise en place de mesures de protection, à la tenue du dialogue avec les agents, au sein du CHSCT, et dans les échanges avec l'ARS, l'AP-HM... Leur savoir-faire a été primordial pour garantir un haut niveau d'intervention du Département couplé à une protection maximale des agents dans l'exercice de leurs missions.

ZOOM

L'ACCÉLÉRATION DES CHANTIERS DE DÉMATÉRIALISATION

La crise sanitaire a eu pour effet d'accélérer le chantier de la dématérialisation des démarches administratives. Ainsi, grâce à des procédures simplifiées et numérisées, un gain de 6 semaines a été constaté dans le traitement des Allocations mensuelles d'aide sociale à l'enfance. La dématérialisation des Contrats d'engagement réciproque des bénéficiaires du RSA ainsi que du FSL " Covid-19 " a été mise en place. Enfin, les demandes de RDV et de renseignements ont été traitées en ligne.

LES ACTIONS DU PLAN PAUVRETÉ

DANS LE CADRE DU PLAN PAUVRETÉ, L'ÉTAT ET LE DÉPARTEMENT ONT CONTRACTUALISÉ PAR LE BIAIS D'UNE CONVENTION TRIENNALE 2019-2021 VISANT À DÉFINIR LES PRIORITÉS COMMUNES. CETTE CONVENTION EST UNE RÉELLE OPPORTUNITÉ POUR LE DÉPARTEMENT DE FINANCER DES PROJETS D'ENVERGURE POUR LES PUBLICS EN DIFFICULTÉ.

Le budget global du Plan Pauvreté s'est élevé à plus de **11 M€ en 2020**, permettant le développement de nombreuses actions suivies par la DEF, la DI et la DPMISP.

LA CRÉATION DE MARAUDES MIXTES À MARSEILLE

Deux équipes de maraudes ont été constituées à Marseille. L'une pour intervenir sur la gare Saint-Charles et l'autre sur les squats et bidonvilles en dehors du centre-ville. Jusqu'au début de l'année 2020, des maraudes ont été réalisées en commun, interrompues à partir du mois de mars. Les équipes de l'Addap 13 et de Sara Logisol se sont alors focalisées sur les urgences de l'aide alimentaire et la protection sanitaire.

Maraudes gare Saint-Charles : 769 personnes rencontrées dont 135 orientées activement et 47 suivies ou sortants d'ASE, en proie à des risques de prostitution, de consommation et de trafic de produits illicites. 55% des actions portent sur les thématiques hébergement, alimentation et santé ;

Maraudes bidonvilles : plus de 550 personnes rencontrées sur une quinzaine de squats et bidonvilles, soit 144 familles en accompagnement dont 287 adultes et 181 enfants mineurs. 85 personnes mises à l'abri ; 134 ouverture de droits ; 5 tonnes de denrées alimentaires distribuées pendant le premier confinement.

Plus de 15 000 Chéquiers-service ont été distribués au bénéfice des publics des squats, bidonvilles et gare Saint-Charles.

DES ATELIERS LANGAGE POUR LES FAMILLES EN DIFFICULTÉ

Les ateliers langage se sont construits grâce aux financements du Plan pauvreté, en collaboration avec l'agence régionale de santé. Les premières sessions, débutées en octobre-décembre, ont permis **d'accueillir des enfants de 12 à 36 mois avec leurs parents**, afin de travailler et d'améliorer les compétences psycho-sociales et le langage. Les ateliers ont également pu révéler d'autres difficultés au sein des familles, et permettre d'engager une dynamique partenariale dans le cadre d'une prise en charge globale.





LA MOBILISATION DES PUBLICS EN INSERTION

L'accompagnement global tripartite expérimenté

Cette action innovante propose la mise en place d'un accompagnement tripartite de 12 mois, pour des bénéficiaires du RSA éloignés de l'emploi. Elle est réalisée par un accompagnateur à l'emploi, soutenu par un référent social et un psychologue.

Expérimentée **dans un premier temps à Marseille et La Ciotat** auprès de publics en accompagnement social, susceptibles d'être employables à moyen terme, elle a ensuite été déclinée à compter de septembre 2020, auprès d'un public jeune de moins de 26 ans. Compte tenu des résultats très positifs, **l'action sera élargie en 2021 sur le territoire des Bouches-du-Rhône.**

En 2020, **347 bénéficiaires du RSA** ont été accompagnés, **81 personnes** sont sorties de l'action dont 30 % de sorties positives (emploi et formation).

Plus d'accompagnement pour les bénéficiaires du RSA rencontrant des difficultés de santé

Cette action vise à réaliser un diagnostic et un accompagnement spécifique des personnes dont la problématique de santé est le principal frein à l'emploi. Les crédits du Plan pauvreté ont permis d'ajouter 160 parcours aux 640 accompagnements de cette action déjà présente dans l'offre d'insertion du Département. En 2020, l'action a permis la réalisation de **722 accompagnements** et de **150 sorties positives**, dont 102 obtentions de l'AAH, 26 mises en emploi et 20 entrées en formation.

Les objectifs attendus pour 2021 ont été renforcés avec un volume de **1 000 parcours et 200 sorties positives.**

Deux nouvelles actions pour la création d'activité

Le Plan Pauvreté a permis de mettre en œuvre deux actions à destination de bénéficiaires du RSA envisageant de créer une activité, ou à destination des travailleurs indépendants dont les revenus ne permettent pas de sortir du dispositif du RSA :

► **Une action envers les travailleurs indépendants** menée par des professionnels de l'entrepreneuriat, avec un regard professionnel sur les perspectives de l'entrepreneur, en vue du développement de son activité et sa sortie du dispositif RSA ou de son orientation vers un nouveau projet.

577 **travailleurs indépendants** accompagnés en 2020. Après une année d'activité, parmi les 24 % ayant développé leur activité, **57 % des entrepreneurs** sont sortis du dispositif RSA.

► **Un accompagnement court dédié à l'entrepreneuriat** qui permet, soit de poser un diagnostic de faisabilité du projet et d'accompagner les projets validés, soit de poser un diagnostic sur l'activité elle-même auprès des travailleurs indépendants et de les accompagner pour assurer la viabilité de l'activité, ou aider à la cessation d'activité et préparer une réorientation professionnelle.

Depuis le démarrage de l'action en septembre 2020, **644 orientations, 476 accueils et 290 intégrations** ont été effectués.

1 SERVICE DE L'ADMINISTRATION, DES RESSOURCES, DU PILOTAGE ET DE L'ÉVALUATION

LES MISSIONS

Le Service de l'administration, des ressources, du pilotage et de l'évaluation (SARPE) regroupe les ressources stratégiques de la DGAS. Il assure une fonction d'expertise, de conseil et de proposition auprès du Directeur général adjoint de la solidarité auquel il est directement rattaché.

LES RÉALISATIONS MARQUANTES 2020

Une forte progression des dépenses d'aide sociale

Tout au long du premier confinement, les dépenses d'aide sociale à la régie d'avance pour le paiement des secours d'urgence aux adultes et aux familles, ont enregistré une augmentation sensible, avec plus particulièrement une forte progression de la délivrance des Chèques d'accompagnement personnalisé dans les Maisons départementales de la solidarité.

Le montant de commandes passées en Chèques d'accompagnement personnalisé a été de **826 500 euros en 2020 contre 325 250 euros en 2019.**

L'équipement des sites en matériels de protection

Plus généralement, le SARPE a joué un rôle essentiel pendant la crise sanitaire pour alimenter quotidiennement tous les sites extérieurs de la DGAS en équipements de protection individuelle (EPI) : masques, blouses, gants, charlottes, sur-blouses... Cette mobilisation a été maintenue jusqu'à la fin de l'année 2020 et s'est poursuivie en début d'année 2021 par le démarrage de la campagne de vaccination, avec la livraison des vaccins dans les centres des sites de Mazenod et Saint-Adrien.

900 000 masques (chirurgicaux et FFP2) pour les services de la direction de la PMI et de la santé publique.

234 000 masques chirurgicaux commandés pour les services de la direction des Territoires et de l'Action sociale, les MBA, la Direction de l'Insertion, le SARPE, le CMPPD, la MDA.





2 DIRECTION DE L'INSERTION

LES MISSIONS

La direction de l'Insertion a en charge les actions de lutte contre les exclusions. Ses missions se déclinent de la manière suivante :

- ▶ **Relever le défi de l'emploi** en favorisant la rencontre du monde de l'insertion et de celui de l'entreprise, et en œuvrant transversalement avec les autres directions parties prenantes ;
- ▶ Proposer, mettre en œuvre et évaluer la politique publique départementale d'insertion sociale et professionnelle des personnes en difficulté, selon les axes du **programme départemental d'insertion (PDI)** et gérer rigoureusement le dispositif ;
- ▶ Piloter le **pacte territorial d'insertion (PTI)** qui formalise les actions et les engagements de l'ensemble des acteurs intervenant dans le champ de l'insertion.

LES RÉALISATIONS MARQUANTES 2020

- **Des actions nouvelles expérimentées dans le cadre du Plan Pauvreté**
- **La dématérialisation du Contrat d'engagement réciproque**



**2 directions
adjointes**



7 services



**10 pôles
d'insertion**



**1 cellule d'appui
et 1 cellule de
gestion FSE**

- ⋮ **81 480 allocataires** du RSA au 31/12/2020.
- ⋮ Montant de l'allocation RSA : **506,272 M€**
- ⋮ Montant des contrats aidés : **8,481 M€**
- ⋮ Montant des actions d'insertion : **39,105 M€**
- ⋮ **17 654 allocataires** sortis du dispositif en 2020



3 DIRECTION DES PERSONNES HANDICAPÉES ET DES PERSONNES DU BEL ÂGE

LES MISSIONS

- ▶ Soutien aux actions de prévention de la perte d'autonomie
- ▶ Accompagnement de la personne âgée et du proche aidant, dans la mise en œuvre du plan d'aide relatif à l'Allocation personnalisée autonomie (APA)
- ▶ Versement de la Prestation de compensation du handicap (PCH) et mise en place du transport des élèves et étudiants en situation de handicap, après évaluation des besoins par la Maison départementale des personnes handicapées (MDPH)
- ▶ Suivi des établissements accueillant des personnes âgées et des adultes en situation de handicap, ainsi que ceux de services d'aide à domicile et de l'accueil familial.



LES RÉALISATIONS MARQUANTES 2020

- ▶ Dans le cadre du Plan HandiProvence, **186 places d'habitat inclusif** ont été créées et devraient ouvrir à compter de 2021.
- ▶ 2 appels à projets ont été lancés pour la **création de 88 places en établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes**, et de **150 places** en établissement d'accueil non médicalisé **pour personnes en situation de handicap**.
- ▶ 3 services d'aide à domicile ont été autorisés.
- ▶ 162 subventions ont été accordées aux associations intervenant dans le cadre du **soutien à la vie sociale des personnes en situation de handicap**, pour un montant de plus de 1,13 million d'euros.

⋮ **Plus de 600 millions d'euros** pour les politiques en faveur des personnes du Bel Âge et des personnes en situation de handicap

⋮ **25 449 bénéficiaires** de l'APA

⋮ **9 378 bénéficiaires** de la PCH

⋮ **13 652 abonnés** à la téléassistance Quiétude 13.

4 SERVICE DES MAISONS DU BEL ÂGE



LES MISSIONS

En 2017, le Département a fait le choix de déployer sur le territoire les Maisons du Bel Âge destinées, à travers une politique de proximité forte, à recréer du lien social chez les administrés dans le but de **lutter contre l'isolement et de préserver l'autonomie des plus âgés**.

Ce lieu unique à vocations multiples s'inscrit dans une dynamique innovante en proposant une aide aux **démarches administratives, des sorties et ateliers de prévention** autour de quatre thèmes : l'inclusion numérique, la mémoire, l'équilibre et la nutrition. Une veille sociale est également assurée afin de repérer les personnes fragilisées et leur proposer de l'aide.

Dans certaines structures, **un guichet postal, en partenariat avec La Poste**, permet de maintenir un service de proximité essentiel.

Ainsi, **la polyvalence des MBA et leur proximité avec les usagers** participent à l'amélioration du quotidien des personnes du Bel Âge.

LES RÉALISATIONS MARQUANTES 2020

Le lancement de la MBA itinérante

En juillet 2020, une MBA itinérante a vu le jour, destinée à sillonner le territoire et à s'installer provisoirement dans les quartiers et villes dépourvues de MBA. Ce nouveau concept présente, dans un véhicule de type Airstream aménagé, les services proposés par les MBA. Comme ses homologues déjà implantées sur le territoire, la MBA itinérante a également vocation à remplir des missions d'accompagnement et de veille sanitaire.

Une nouvelle mutuelle adaptée aux personnes du Bel Âge

En septembre 2020, une nouvelle offre de complémentaire santé Harmonie Mutuelle a été lancée par le Département. Pour présenter ce nouveau service particulièrement adapté aux besoins des personnes du Bel Âge, des permanences ont été mises en place dans chaque MBA. Dans une logique d'amélioration de l'accès aux soins, de renforcement du pouvoir d'achat et de solidarité, le Département a en effet négocié une offre qui permet à l'ensemble des habitants des Bouches-du-Rhône, sans condition de ressources, de bénéficier d'une mutuelle à un tarif attractif et à des niveaux de garanties intéressants et de qualité.

• **844 heures de missions réalisées** pour la gestion de la crise Covid

• **18 000 appels** de convivialité en 2 mois

• **13 nouvelles MBA** portant ainsi leur nombre à **28** et une augmentation de plus de 50 % d'usagers réguliers inscrits



5 DIRECTION DE LA PROTECTION MATERNELLE ET INFANTILE ET DE LA SANTÉ PUBLIQUE



LES MISSIONS

Dans le cadre de ses missions obligatoires, le Direction de la PMI et de la Santé publique a suivi 2 100 grossesses et 15 000 enfants, à travers des **consultations pluridisciplinaires**. Elle a aussi effectué 15 800 consultations autour de **la santé sexuelle et de la prévention des cancers gynécologiques**. Les équipes proposent l'interruption volontaire de grossesse médicamenteuse et orientent les femmes victimes de violence.

Un bilan de santé pour les enfants de 4 ans a été réalisé auprès de 16 200 écoliers. Le service des modes d'accueil de la petite enfance a agréé et accompagné 6 772 assistants maternels et 610 crèches.

Dans le cadre de sa politique volontaire de santé, **la direction est habilitée pour le dépistage, le diagnostic et le traitement des infections sexuellement transmissibles**, du VIH et des hépatites. Elle a effectué 31 500 consultations. Le centre de lutte antituberculeuse départemental a également assuré 7 300 consultations au bénéfice de 5 400 personnes. Enfin, **le service de vaccination** des plus de 6 ans a vacciné 350 personnes.

Le Département favorise aussi la recherche : il finance la prévention des cancers et soutient des réseaux de santé et de prévention. La direction subventionne ainsi **des équipements hospitaliers**. En 2020, le Département a notamment financé les équipements Covid de l'hôpital d'Aubagne et le centre hospitalier Édouard Toulouse.

LES RÉALISATIONS MARQUANTES 2020

- **La mise en œuvre du dépistage Covid dès le premier confinement**
- **Des ateliers langage pour les tout-petits réalisés dans le cadre du Plan Pauvreté**
- **Le suivi des grossesses pendant le premier confinement pour décharger les consultations hospitalières**

... **18 243 tests de dépistage Covid** réalisés au sein des sites départementaux

... **15 400 personnes reçues** dans les Centres gratuits d'information, de dépistage et de diagnostic (CeGIDD)

... **16 200 bilans de santé** effectués en écoles maternelles

6 DIRECTION ENFANCE-FAMILLE

LES MISSIONS

Chef de file de la protection de l'enfance, le Département déploie sa politique de prévention et de protection de l'enfance dans le cadre partenarial de **l'Observatoire départemental de la protection de l'enfance**, avec le souci de répondre aux orientations fixées par le schéma départemental.

Le Département apporte **un soutien matériel, éducatif et psychologique aux mineurs**, à leur famille, aux mineurs émancipés et aux jeunes majeurs de moins de 21 ans, confrontés à des difficultés sociales susceptibles de compromettre gravement leur équilibre. Il organise des actions de prévention collective visant à faciliter l'insertion ou la promotion sociale des jeunes et des familles.

Il pourvoit à l'ensemble des besoins des mineurs qui lui sont confiés, et veille à leur orientation.

Il centralise **le recueil et le traitement des informations préoccupantes** par le biais de la CRIP 13.

Il agréé et accompagne les personnes souhaitant adopter un pupille de l'État ou un enfant étranger, et permet aux anciens bénéficiaires de l'Aide sociale à l'enfance d'accéder à leur dossier ou à leur origine.

LES RÉALISATIONS MARQUANTES 2020

La création de deux nouveaux services

En juillet 2020, la cellule des Mineurs non accompagnés (MNA) et la Cellule de recueil des informations préoccupantes (CRIP 13) ont été transformées et structurées en deux nouveaux services.

Un nouveau numéro pour l'enfance en danger

En octobre 2020, un nouveau numéro public géré par la CRIP 13 - 04 13 31 13 31 a été lancé. Une campagne de communication a accompagné la mise en place de ce nouvel outil pour informer largement les habitants des Bouches-du-Rhône.

• **4 499 informations préoccupantes** transmises à la CRIP 13 dont 2 545 ont donné lieu à une évaluation socio-éducative ;

• **Une augmentation de 21 % des signalements** directs de la CRIP au Procureur de la République notamment pendant le confinement avec de nombreux appels liés aux violences intrafamiliales ;

• **3 743 enfants confiés** dont 987 mineurs non accompagnés (MNA) ;

• **1 135 jeunes de moins de 21 ans** bénéficiant d'un contrat jeune majeur dont 712 ex-MNA ;

• **350 places d'hébergement** collectif et d'accompagnement à domicile supplémentaires, soit 3 610 places installées ;

• **Une stabilité des adoptions internationales** (au nombre de 13) alors qu'au plan national, elles enregistrent un recul de 36 % ;

• **Une hausse de 50 % des admissions** de pupilles de l'État (au nombre de 48) ;

• **Un budget de 260,67 millions d'euros** en augmentation de 15 %.



7 DIRECTION DES TERRITOIRES ET DE L'ACTION SOCIALE

LES MISSIONS

La direction des Territoires et de l'Action sociale met en œuvre les politiques publiques d'action sociale, du logement et les dispositifs de lutte contre les exclusions. Elle anime et coordonne les actions de solidarité via **les 27 Maisons départementales de la solidarité** (MDS) implantées sur le territoire.

La DITAS exerce ses missions transversales en collaboration avec les directions Enfance-famille (DEF), de la Protection maternelle et infantile et de la Santé publique (DPMISP) et de l'Insertion.

Elle conduit le pilotage de la démarche qualité de l'accueil (DQA) de toutes les directions de la DGAS.

LES RÉALISATIONS MARQUANTES 2020

Plus de places en hébergement d'urgence

Dans le cadre de son partenariat avec les acteurs de l'hébergement d'urgence (État, 115, service intégré de l'accueil et de l'orientation), la DITAS a apporté son soutien financier à **la plateforme 115** qui a géré près de 180 164 appels pour 25 285 mises à l'abri.

Elle a également permis **la prise en charge 43 875 nuitées** dans le cadre du "service +" pour 21 299 personnes, et contribué au projet relatif à **l'accès aux soins des personnes sans abri** (ASSAB) sur le territoire marseillais, en partenariat avec l'Hôpital européen, l'ARS, la Préfecture et la direction de la Cohésion sociale et la Ville de Marseille. Près de 129 places d'hébergement d'urgence sont soutenues par le Département.

La lutte contre les violences faites aux femmes, une priorité

Dans le cadre du Plan Pauvreté, le Département a créé **une unité d'hébergement d'urgence spécialisée pour les femmes victimes de violences** et leurs enfants co-victimes sur Marseille. 52 places ont ainsi vu le jour pour un budget de 787 193 €.

Par ailleurs, **29 référents "violences faites aux femmes"** ont été désignés et formés au sein des MDS, et 6 associations porteuses de projets de mise à l'abri et d'accompagnement social des femmes ont été soutenues à hauteur de 102 000 €. Quelques 40 mesures d'accompagnement socio-éducatif lié au logement (ASELL) pour **l'accès au logement des femmes victimes de violences** ont également été mises en place pour un budget de 85 600 €.

Enfin, **une plateforme hospitalière de prise en charge des victimes de violences conjugales** a été expérimentée à l'hôpital de La Timone à Marseille.

Des "MDS connectées"

La DITAS poursuit la mise en place d'une stratégie digitale et des systèmes d'information. Plusieurs actions sont mises en œuvre : le développement de **l'e-administration** (dématérialisation des imprimés et des formulaires), les nouvelles fonctionnalités du portail "usagers" sur www.departement13.fr pour **la prise de rendez-vous en ligne** avec une assistante sociale, l'amélioration des équipements à disposition des personnels nomades des MDS (tablettes, wifi, téléphones portables), et enfin le déploiement de moniteurs-éducateurs-médiateurs sociaux numériques dans les MDS pour **accompagner les publics aux pratiques numériques**.

- **1,3 million d'appels** téléphoniques entrants, dont plus de 900 000 appels en MDS soit 55 % des appels téléphoniques de la collectivité.

- **101 433 contacts** numériques dont 1 000 contacts sur le portail "usagers" et près de 100 000 RDV sur Doctolib.

- **Plus de 460 000 personnes** accueillies dont plus de 440 000 personnes en MDS, soit 70 % des accueils de la collectivité.

- **Près de 90 000 ménages** suivis.





8 MAISON DÉPARTEMENTALE DE L'ADOLESCENT

Durant l'année 2020, la Maison départementale de l'adolescent a été **fermée au public** pendant presque 4 mois en raison de la crise sanitaire.

Le nombre total de personnes accueillies est resté constant, soit **400 accueils**, laissant transparaître le maintien de la demande concernant les adolescents et leur famille. En revanche, le nombre de consultations, soit 2 500, a enregistré une baisse d'au moins un tiers en comparaison avec les années précédentes.

Malgré cette conjoncture, la MDA a maintenu un partenariat actif avec l'Éducation nationale, la Protection judiciaire de la jeunesse (PJJ), ainsi qu'avec les acteurs du secteur sanitaire et social (synthèses d'évaluation et de coordination, formations, ateliers de prévention, consultations bifocales).

Enfin, la MDA a ouvert cette année **un pôle de consultation de thérapie familiale analytique** pour les adolescents et leur famille.



9 DIRECTION DES MAISONS DE L'ENFANCE ET DE LA FAMILLE

LES MISSIONS

La direction des Maisons de l'enfance et de la famille a pour but d'accueillir en urgence, et comme premier lieu d'accueil, les mineurs en danger confiés à l'Aide sociale à l'enfance. Les 299 places de la DiMEF proposent des modes d'accueil multiples au sein de **14 maisons réparties sur tout le département** : pouponnière, internats 2-18 ans permettant de ne pas séparer les fratries, maison d'enfants de 2 à 10 ans, foyer pour les adolescentes enceintes ou avec bébé, internats pour les adolescents, mixtes et non-mixtes, accueil familial renforcé, logement hôtelier et appartements diffus pour les grands adolescents en quête d'autonomie, accueil et rescolarisation pour les mineurs non accompagnés (MNA), etc.

Les 434 agents de la DiMEF relèvent de la fonction publique hospitalière. Leur mission est **d'accueillir tous les enfants de manière inconditionnelle**, sans aucune exclusion, 24h/24, 365 jours par an. Le séjour des enfants à la DiMEF se veut un temps d'apaisement où les professionnels observent les enfants afin de leur proposer rapidement l'orientation qui répond le mieux à leurs besoins, dans le respect de leurs droits et de ceux de leurs parents.

LES RÉALISATIONS MARQUANTES 2020

Le lancement de Pégase, un programme inédit pour la santé des enfants confiés

Financé de manière expérimentale par la Sécurité sociale, le programme Pégase vise à promouvoir la santé des enfants confiés. Ainsi, les enfants entrant au sein de la pouponnière de la DiMEF se verront proposer un suivi médical renforcé avec des bilans réguliers, et des soins psychologiques et psychomoteurs précoces jusqu'à leurs 7 ans. Pour continuer ce suivi au-delà du temps d'accueil de la DiMEF, un **partenariat avec la Protection maternelle et infantile** est en construction, via notamment la formation de médecins.

... **La DiMEF est l'une des sept pouponnières françaises** sélectionnées pour participer en phase 1 à cette expérimentation inédite.

Des outils pour lutter contre la prostitution des mineurs

Après une audition par la Mission interministérielle sur la prostitution des mineurs et une réunion avec le tribunal pour enfants de Marseille fin 2019, la DiMEF a concrétisé en 2020 plusieurs outils pour lutter contre la prostitution des mineurs accueillis : **fiches de signalement** permettant de mieux collaborer avec le Parquet et les juges, **formations** des professionnels avec l'Amicale du Nid, collaboration avec l'ADDAP13 pour l'organisation de maraudes, etc.



L'ACCUEIL DES ENFANTS EN URGENCE PENDANT LE CONFINEMENT

ZOOM

Trois unités éphémères ont été ouvertes pour accueillir 209 d'enfants en urgence pendant le confinement. Ces lieux d'accueil supplémentaires ont permis de sécuriser les enfants qui présentent des besoins particuliers, et qui sont fragilisés par la crise sanitaire. Ils permettent également de ne pas séparer les fratries y compris celles composées de bébés de moins de 3 ans.

... **2 000 enfants accueillis soit 17 %** de plus qu'en 2019, dont 500 accueils en période de confinement,

... **700 heures de soutien scolaire** et d'activités sportives et culturelles offertes par les bénévoles de la réserve civique mobilisée à partir du premier confinement.

10 CENTRE MÉDICO-PSYCHO-PÉDAGOGIQUE DÉPARTEMENTAL

LES MISSIONS

Centre pluridisciplinaire de pédopsychiatrie, le Centre médico-psycho-pédagogique départemental met en place des actions dans le cadre de la **prévention et des soins en santé mentale auprès d'enfants et d'adolescents** de moins de 20 ans et de leur famille.

ZOOM

LA MISE EN ŒUVRE DU CONTRAT PLURIANNUEL D'OBJECTIFS ET DE MOYENS DANS LE CONTEXTE DE CRISE SANITAIRE

*Dans le cadre du Contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens et face à la crise sanitaire, **une consultation transversale dédiée au psycho-traumatisme et un pôle de thérapie familiale systémique** ont vu le jour. Ils se sont accompagnés d'une stabilisation des effectifs médicaux et d'un renforcement des actions de formation*

- 1 203 enfants suivis
- 16 064 séances réalisées
- 3 212 téléconsultations estimées
- 5 955 consultations du blog
- 2,074 millions d'euros de budget de fonctionnement



DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE

STRATÉGIE & DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE



5 DIRECTIONS

- ▷ Environnement-Grands projets-Recherche
- ▷ Agriculture et Territoires
- ▷ Relations internationales et Affaires européennes
- ▷ Vie locale
- ▷ Laboratoire départemental d'analyses

10 ORGANISMES ASSOCIÉS

- ▷ 13 Habitat
- ▷ ATD
- ▷ ES13
- ▷ Provence Tourisme
- ▷ Provence Fluviale
- ▷ La Ciotat Shipyards
- ▷ Symadrem
- ▷ Cipreb
- ▷ Parc Naturel Régional Camargue
- ▷ Parc Marin Côte Bleue

410 M€
BUDGET RÉALISÉ 2020

PRÈS DE
240 AGENTS

LES POLITIQUES PUBLIQUES MISES EN ŒUVRE

- ▷ Environnement
- ▷ Grandes infrastructures
- ▷ Mobilités
- ▷ Emploi
- ▷ Recherche et enseignement supérieur
- ▷ Coopérations européennes et internationales
- ▷ Tourisme
- ▷ Agriculture
- ▷ Logement & rénovation urbaine
- ▷ Aides aux communes
- ▷ Aides aux particuliers en matière de transition énergétique
- ▷ Aides au tissu associatif

ZOOM



LE DÉPARTEMENT INVESTIT AUX CÔTÉS DE NOMBREUX PARTENAIRES

Le niveau d'investissement départemental permet un effet de levier démultiplicateur considérable et le développement d'une stratégie territoriale durable.

Cet effort massif se double depuis 2019 et l'Agenda environnemental Département-Métropole d'une exigence de développement durable à travers ses propres investissements, ceux des communes, de la Métropole, du monde agricole, des grands opérateurs publics d'intérêt général (bailleurs sociaux, GPMM, universités, hôpitaux etc.) mais également les aides financières aux particuliers, notamment dans le cadre de la transition énergétique.

La finalité pour notre collectivité est de (ré)concilier, par une démarche transversale, tous les piliers de la société (environnementaux, économiques et sociétaux).

CE QU'IL FAUT RETENIR EN 2020



**L'ouverture
d'une Maison
départementale**
de lutte contre les
discriminations



**Le Laboratoire
Départemental
d'Analyses (LDA)**
en première ligne dans la crise
sanitaire



Le 1^{er} département bio
de Provence-Alpes-Côte
d'Azur



**La création d'un numéro
unique pour la rénovation
énergétique de l'habitat**



**Le 1^{er} département
de France**
pour la vente de voitures
électriques



**La création d'un
nouveau pôle**
pour la captation
des fonds européens



**1,5 milliard d'euros
d'investissement**
généralisé pour améliorer
la mobilité



**620 exploitations
agricoles**
répertoriées sur le nouveau
site 13envies.fr



**173 millions d'euros
investis** dans les
équipements des communes

RÉALISATIONS MAJEURES EN 2020



L'OUVERTURE D'UNE MAISON DE LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS

Le Département a ouvert, en décembre 2020, la Maison départementale de lutte contre les discriminations dans le centre de Marseille. Voué à faciliter l'accès aux droits, aux dispositifs et organismes de lutte contre les discriminations, ce guichet unique accueille des associations spécialisées (harcèlement scolaire, égalité femmes/hommes, LGBTQI phobies) lors de permanences, rencontres et animations.



"LA PROVENCE FLUVIALE", UN PROJET INTÉGRÉ POUR LE TOURISME

"La Provence fluviale" est un projet de développement de la croisière fluviale sur 4 escales du Rhône : **Tarascon, Arles, Port-Saint-Louis-du-Rhône et Martigues**. Initié par le Département, le projet vise un développement économique lié au tourisme ainsi qu'une requalification des espaces d'accueil avec une approche respectueuse de l'environnement. Afin de privilégier une démarche intégrée, une instance de gouvernance unique, le Syndicat mixte Provence fluviale, a été créé en septembre 2019 regroupant : Département, Métropole, Communauté d'agglomération Arles-Crau-Camargue-Montagnette et communes de Tarascon, Arles, Port-Saint-Louis-du-Rhône et Martigues.

LA CRÉATION D'UN PÔLE AFFAIRES EUROPÉENNES

Depuis 2020, cinq agents sont intégralement dédiés à la question européenne au sein de la Direction Relations Internationales & Affaires européennes. La nouvelle Cellule Europe s'est impliquée notamment sur deux projets FEDER (création de voies de circulation douce), deux projets FSE (dans le cadre de la crise Covid), un projet Wifi4EU (wifi public communal).



UN NUMÉRO UNIQUE POUR LA RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE DE L'HABITAT

Fin 2020, le numéro unique "Allo Rénov' Énergie" a été lancé. Ce guichet téléphonique départemental unique de premier accueil et d'information des particuliers sur la rénovation énergétique de l'habitat, est mis en place avec l'Agence départementale d'information sur le logement (Adil) dans le cadre du programme SARE (Service d'accompagnement à la rénovation énergétique) porté par l'ADEME et les collectivités.



13ENVIES.FR, UN NOUVEAU SITE POUR S'APPROVISIONNER EN PRODUITS DU TERROIRE

Créé à l'été 2020 avec la Chambre d'agriculture, le site 13envies permet de recenser et promouvoir l'offre locale de produits du terroir pour répondre à la demande des consommateurs de s'approvisionner au plus près de chez eux. Il géolocalise les producteurs locaux qui vendent en direct. Fin 2020, déjà 620 exploitations y figuraient. Une chartre pour garantir l'origine des produits ainsi qu'une application smartphone sont en préparation.



DES ACTIONS ADAPTÉES AUX BESOINS DU TERRITOIRE

DANS UN CONTEXTE SANITAIRE INÉDIT, LES SERVICES DE LA DGA-SDT ONT FAIT PREUVE D'ADAPTABILITÉ POUR RÉPONDRE AUX NOUVEAUX BESOINS DE LA POPULATION TOUT EN POURSUIVANT LES ACTIONS STRATÉGIQUES POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE DU TERRITOIRE.

1 MAINTENIR L'ACTIVITÉ EN PÉRIODE DE CRISE SANITAIRE

Le soutien aux exploitants agricoles

Un fonds d'aide d'urgence au profit des agriculteurs sinistrés en accord avec la Région.

... **700 000 € d'aides débloquées** soit une aide moyenne de 3 589 € par exploitation.

Le soutien aux communes

Une aide exceptionnelle pour accompagner les communes à réaliser des travaux afin d'assurer la continuité des services publics et pour soutenir la relance économique.

... **160 projets subventionnés** à hauteur de 9,6 M€, pour un effet de levier de 13,7 M€.

... **La distribution de masques aux communes** (avec la Métropole et le SDIS) pour les populations prioritaires.

Le soutien aux associations

Un plan de soutien adopté en juillet 2020 permettant, avec l'accord de l'État, **l'octroi de délais supplémentaires** pour les projets associatifs ou la possibilité de redéployer les subventions.

Un budget de près d'1 M€ en 2020 pour les associations de lutte contre la précarité et 180 000 € pour l'aide alimentaire liée à la crise.

Une accélération des subventions en direction des quartiers prioritaires de la politique de la ville.

Le soutien au tourisme et à l'événementiel

Un vaste plan de relance "Tourisme, culture et sport" élaboré par Provence Tourisme

... Soit une **participation de 10 M€** en complément du soutien à la reprogrammation des manifestations compromises.

Le soutien à la recherche sur la Covid-19

Une enveloppe exceptionnelle de près de 530 000 € pour soutenir 4 projets de recherche sur le séquençage du virus et les traitements menés par l'AP-HM et l'AMU.

LE LDA EN PREMIÈRE LIGNE

Au-delà de ses activités principales, le Laboratoire départemental d'analyses s'est adapté pour participer activement à la lutte contre la Covid-19 :

- ▶ Mise en place des dépistages PCR dès début avril et réalisation de 35 000 tests
- ▶ Mise à disposition du personnel auprès de l'AP-HM pour le transport des échantillons
- ▶ Mise en œuvre d'un partenariat unique en France pour développer une force de tests avec le SDIS dans les communes et les établissements prioritaires ainsi que les analyses de surface ou des eaux usées
- ▶ Déploiement d'un dispositif de biologie médicale délocalisé

ZOOM

2 AMPLIFIER L'ACTION ENVIRONNEMENTALE

L'Agenda environnemental

En 2020, l'Agenda environnemental a permis la mise en œuvre de mesures concrètes, notamment :

- ▶ Les aides aux particuliers pour l'achat d'une voiture électrique, d'un vélo électrique, de chauffage à haute performance environnementale et pour les travaux de rénovation énergétique ;
- ▶ Les voies réservées aux bus et aux autocars en ville et sur les autoroutes ;
- ▶ Les pôles d'échanges et parkings-relais ;
- ▶ L'acquisition d'autocars équipés au Gaz naturel pour Véhicules et de bus électriques à Marseille et Aix notamment.

L'agriculture durable

3 axes prioritaires :

- ▶ **La souveraineté alimentaire**
- ▶ **La transition agroécologique**
- ▶ **L'adaptation au changement climatique**

... **La plateforme numérique Agrilocal13** de mise en relation directe des producteurs locaux et des acheteurs publics totalise désormais 227 fournisseurs, 107 acheteurs publics et propose près de 1 200 produits locaux.

Les Bouches-du-Rhône sont désormais le premier département bio de Provence-Alpes-Côte d'Azur en surfaces avec plus de 860 producteurs.

La Provence verte, une nouvelle aide aux communes

Mise en place en juillet 2020, "**La Provence verte**" est une aide aux communes visant à **limiter les effets du réchauffement climatique** en utilisant la nature comme élément de confort climatique.

... **38 dossiers financés** (aménagement de cours d'école, plantation de près de 800 arbres, 6 projets de jardins partagés) pour près de 2 M€.

Les aides aux particuliers

En 2020, les Bouches-du-Rhône sont devenues le 1^{er} département français pour la vente de véhicules électriques grâce à la prime de 5 000 euros pour l'achat d'une voiture électrique : 3 366 aides attribuées

- ▶ 1 539 aides Provence Éco-Rénov attribuées pour 3,2 M€, générant plus de 16,3 M€ de travaux pour la rénovation énergétique de logements.
- ▶ 7 848 aides pour l'achat d'un vélo électrique.
- ▶ 1 363 Primes Air-Bois attribuées pour le remplacement des foyers de chauffage ouverts.

L'électrification des navires à quai

Dans le cadre de l'Agenda environnemental, une convention d'objectifs pour l'amélioration de la qualité de l'air a été initiée en 2019 entre le Département et le Grand port maritime de Marseille.

... **6 M€ engagés pour l'alimentation électrique à quais** d'ici 2023 de la totalité des ferries et des navires en réparation navale industrielle et pour l'étude de solutions pour les navires de croisière.

Le Congrès mondial de la nature à Marseille

Reporté de juin 2020 à septembre 2021 en raison du Covid-19, le Congrès mondial de la nature organisé par l'Union internationale pour la conservation de la nature a mobilisé un budget de près de 2 M€ pour l'organisation de **l'Espace Génération Nature** accueillant le grand public et la **"COP Jeunesse"**.





3 ARTICULER TOUTES LES COMPÉTENCES DU TERRITOIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT

Le Département développe une démarche volontariste dans un travail collaboratif avec les autres collectivités territoriales, notamment la Métropole, l'État, les grands partenaires institutionnels (Aix-Marseille Université, Grand Port de Marseille, Euroméditerranée, etc.), les grands opérateurs territoriaux publics et privés.

Agriculture

Dans le cadre réglementaire européen et national, et à travers une convention avec la Région, le Département a poursuivi en 2020 ses interventions vers les moyens de production, l'aide à installation, la santé animale, les mesures agro-environnementales et climatiques ou encore la diversification agrotouristique et l'agriculture biologique.

700 000 € investis en moyenne chaque année par le Fonds départemental de gestion de l'espace rural (FDGER) au bénéfice d'une trentaine de projets, dont un tiers en bio, portés à 50 % par des jeunes exploitants.

Mobilité

Le Plan Mobilité lancé en 2016 mobilise 550 M€ d'investissement pour améliorer considérablement les déplacements en soutien des projets de la Métropole.

Fin 2020, 220 M€ ont été ainsi investis permettant notamment de lancer, à Marseille, la modernisation du métro et l'extension du tramway, et de poursuivre la modernisation de la liaison routière et ferroviaire entre Aix et Marseille en partenariat avec la Région et la Métropole.

En moins de 5 ans, le Département aura investi plus de 538,5 M€ pour améliorer la mobilité des Provençaux générant un investissement total de plus d'1,5 milliard d'euros.

Innovation

La Convention conclue avec la Région depuis 2019 a permis au Département de poursuivre ses soutiens à la recherche et à l'enseignement supérieur.

Lancée en 2020, la construction du bâtiment du BIAM (Bioscience and biotechnology Institute of Aix-Marseille) à Cadarache permettra de regrouper plus de 100 chercheurs du CEA, du CNRS et d'AMU autour des biotechnologies pour l'environnement et la santé.

Extension de la plateforme de bioprocédés "micro-algues" dédiée à la production de micro-algues pour les secteurs de la cosmétique, l'industrie alimentaire, les biocarburants : cofinancée à hauteur de 350 000 €.



Logement

6,9 M€ pour soutenir la production de 465 logements sociaux et la rénovation de 229 générant plus de 81 M€ d'investissement global.

PRINCIPAUX RÉSULTATS ET CHIFFRES-CLÉS



DIRECTION ENVIRONNEMENT GRANDS PROJETS - RECHERCHE



59 agents



Budget réalisé :
112,56 M€

- ▶ Plus de **538 M€ investis** fin 2020 au titre du Plan Mobilité.
- ▶ **8 M€ investis** pour la nouvelle plateforme de maintenance des chantiers navals de La Ciotat.
- ▶ **31 dossiers de candidature** pour le Prix départemental pour la Recherche en Provence.
- ▶ Plus de **60 partenaires** des Pactes pour l'Emploi.
- ▶ **13 500 Pass diffusés** par Provence Tourisme pour la relance du secteur touristique.

DIRECTION VIE LOCALE



81 agents



Budget réalisé :
272,18 M€

- ▶ Plus de **173 M€** consacrés à l'aide aux investissements des communes.
- ▶ Près de **20 M€** pour accompagner quelque 2 000 projets portés par les associations.
- ▶ **465 logements** sociaux construits et 229 rénovés avec les aides départementales.



DIRECTION AGRICULTURE & TERRITOIRES



7 agents



Budget réalisé :
8,6 M€

- ▶ **1^{er} département bio de la région** en surface avec 41 000 ha en bio ou en conversion, soit 27 % de la Surface agricole utile (SAU) et 860 producteurs.
- ▶ **116 ha reconquis** au titre de la lutte contre les friches agricoles avec l'aide du Département, dont 20 % de projets à vocation DFCI.
- ▶ **620 exploitations volontaires** inscrites à ce jour (filières végétale, animale, agrotouristique) sur le site "13envies.fr" créé à l'été 2020.



DIRECTION RELATIONS INTERNATIONALES & AFFAIRES EUROPÉENNES



14 agents



Budget réalisé :
8,3 M€

- ▶ **5 agents** dédiés à la question européenne.
- ▶ **1 nouvelle** Cellule Europe.
- ▶ **2 projets FEDER** (création de voies de circulation douce),
- ▶ **2 projets FSE** (dans le cadre de la crise Covid),
- ▶ **1 projet Wifi4EU** (wifi public communal).



LABORATOIRE DÉPARTEMENTAL D'ANALYSES



72 agents
(+20 renforts)



Budget réalisé :
8,3 M€

- ▶ **15 800 échantillons** alimentaires,
- ▶ **9 000 échantillons** d'eau,
- ▶ **25 000 prélèvements** alimentaires et eaux,
- ▶ **300 audits** et formations en sécurité alimentaire,
- ▶ **53 500 échantillons** vétérinaires,
- ▶ **43 000 dossiers** de biologie médicale.



DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE

ÉQUIPEMENT DU TERRITOIRE

7 DIRECTIONS

- ▶ Routes et Ports
- ▶ Éducation et Collèges
- ▶ Forêt et Espaces naturels
- ▶ Architecture et Construction
- ▶ Maintenance et Exploitation
- ▶ Études, Programmation et Patrimoine
- ▶ Comptabilité et Informatique Métiers

233 M€
INVESTISSEMENT
BUDGET RÉALISÉ 2020

167 M€
FONCTIONNEMENT
BUDGET RÉALISÉ 2020

2 982 AGENTS

LES POLITIQUES PUBLIQUES MISES EN ŒUVRE

- ▶ Gérer et construire les routes départementales
- ▶ Gérer les ports départementaux
- ▶ Mener la politique éducative du Département pour les collégiens
- ▶ Gérer la forêt en la protégeant notamment contre l'incendie, les domaines départementaux et les espaces naturels sensibles
- ▶ Entretien et valoriser le patrimoine départemental (bâtiments départementaux occupés par l'institution en tant que propriétaire ou locataire hormis l'HD13)
- ▶ Garantir la fonction de maître d'ouvrage et mettre en œuvre les dispositions nécessaires à l'élaboration de la programmation et des études intervenant en amont du démarrage des projets.

ZOOM

CE QU'IL FAUT RETENIR EN 2020



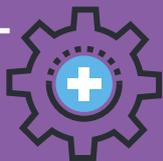
Le Museon Arlaten se dévoile après 11 ans de fermeture et une rénovation colossale



La construction du collège Lançon-Provence est lancée pour une ouverture en 2022



La distribution du kit de fournitures scolaires se généralise à l'ensemble des collégiens de la 6^e à la 3^e



Des mesures d'ampleur pour protéger les collégiens et le personnel des collèges durant la crise sanitaire



Le soutien aux entreprises du BTP avec la poursuite des grands chantiers malgré la crise sanitaire



Les forestiers-sapeurs et les sapeurs-pompiers en soutien aux Alpes-Maritimes frappées par la tempête Alex



Des techniques environnementales innovantes sur le chantier de restructuration de la RD7n entre Trets et Meyreuil



La piste cyclable Val de Durance voit le jour sur l'ancienne voie ferrée

RÉALISATIONS MAJEURES EN 2020



PATRIMOINE BÂTI

LE MUSEON ARLATEN SE DÉVOILE APRÈS UNE RÉNOVATION COLOSSALE

Le Museon Arlaten, créé par le poète provençal Frédéric Mistral en 1899, est un témoin majeur de l'architecture et de l'histoire arlésiennes de l'Antiquité jusqu'au 21^e siècle.

Après **11 ans de fermeture** et un chantier de rénovation colossal, le Museon Arlaten se dévoile dans un écrin classé Monument Historique entièrement restauré, avec deux grandes nouveautés qui viennent sublimer les lieux :

- ▷ un **"grand escalier"**, qui distribue tous les étages et dont le décor a été conçu par le styliste arlésien Christian Lacroix,
- ▷ la **"Chapelle des Jésuites"**, totalement restaurée, est enfin rattachée au musée pour offrir un cadre somptueux aux expositions temporaires.

Les travaux ont démarré en mai 2016 par des fouilles archéologiques et ont été réceptionnés le 16 janvier 2020. Le budget global voté est de 21,3 M€ dont 17,7 M€ consacrés aux travaux.



DE NOUVELLES RÉSERVES POUR LE MUSÉE DÉPARTEMENTAL ARLES ANTIQUE

L'externalisation des réserves du Musée départemental Arles Antique (MDAA) dans les hangars désaffectés, propriétés du Département, entièrement rénovés et restructurés, quartier Trinquetaille à Arles offre désormais aux scientifiques des locaux de travail et de stockage proches, fonctionnels et sécurisés.

- ... **15 1526 m² de hangars entièrement rénovés et restructurés pour un montant total de 2,13 millions d'euros**

LE SERVICE PRESTATIONS URGENTES ET ATELIERS

Malgré la crise sanitaire, le service Prestations urgentes et Ateliers a maintenu ses interventions d'urgence dans les bâtiments départementaux.

Pour répondre aux besoins d'Euroméditerranée, ce service a également été **délocalisé sur un nouveau site traverse Santi dans le 15^e arrondissement de Marseille**. Les travaux qui ont été menés en 2020 et réceptionnés début 2021 ont consisté en la réhabilitation d'un hangar existant et en la création d'un bâtiment de bureaux modulaires.

- ... **Création d'un site délocalisé de 1 636 m² pour un montant total de 2,77 M€.**





LES COLLÈGES

LE LANCEMENT DE LA CONSTRUCTION DU COLLÈGE LANCON-PROVENCE

Pour faire face aux besoins de scolarisation sur le bassin de Salon-de-Provence, et dans le cadre du Plan Charlemagne, le Département a démarré en mars 2020 la construction d'un collège d'une capacité d'accueil de **750 élèves** sur la commune de Lançon-Provence.

Doté d'une demi-pension de 700 rationnaires, d'une salle polyvalente, d'un parking de 60 places, d'un plateau sportif et de 5 logements de fonction, l'établissement répondra au dispositif **"100 % sécurité"** et sera conforme aux exigences du programme d'informatisation des collèges.

Une grande attention est portée à la **maîtrise de l'énergie, des consommations d'eau, des émissions de gaz à effet de serre** et de la production ainsi que la valorisation des déchets. Le confort thermique, le confort acoustique, la qualité de l'air intérieur et celle de l'éclairage naturel seront assurés.

Le projet, dessiné par l'architecte **Rudy Ricciotti**, s'intègre également dans un ambitieux programme d'aménagement mené par la commune (gymnase, terrain de football et rugby...)

Le collège sera livré pour **la rentrée scolaire 2022**. Le montant global de l'opération financée entièrement par le Département est de **26,5 M€**.

... **57 opérations** de construction ou de rénovation inscrites au Plan Charlemagne.
... Fin 2020, 22 ont été lancées et 6 livrées.

LA GÉNÉRALISATION DU KIT DE FOURNITURES SCOLAIRES, DE LA 6^e À LA 3^e

À la rentrée 2020, la distribution d'un kit de fournitures scolaires à chaque élève, expérimentée en 2018 sur les seules classes de 6^e, a été généralisée à l'ensemble des niveaux de classe. Ce kit composé de cahiers, feuilles, stylos, compas, colle, équerre, crayons de couleur... permet de doter les élèves d'une base de fournitures scolaires indispensables pour démarrer l'année scolaire.

... **103 269 élèves** (82 109 élèves du public - 21 160 élèves du privé) ont bénéficié du kit en 2020 pour un coût total de 1,36 million d'euros.



LE DÉVELOPPEMENT DU PHOTOVOLTAÏQUE DANS LES ÉTABLISSEMENTS

Les collèges génèrent une importante consommation d'énergie (70 % des émissions de gaz à effet de serre et des consommations d'énergie de la collectivité). Dans le cadre de son Agenda environnemental, la collectivité poursuit 3 objectifs :

- ▶ La réduction des consommations d'énergie primaire d'ici à 2030
- ▶ La réduction des gaz à effet de serre
- ▶ Le développement de l'autoproduction d'énergie à partir d'énergies renouvelables.

Pour y parvenir, le Département met en place **un plan de solarisation sur une vingtaine de ses collèges** avec la volonté de développer des centrales photovoltaïques en autoconsommation, mais aussi de mettre à disposition le reste des surfaces de toitures à des opérateurs pour la mise en place de centrales en vente.

... **En 2020, une opération pilote sur le collège Jean-de-la-Fontaine à Gémenos a été lancée.**



15 COLLÈGES SÉCURISÉS

Le programme de sécurisation des collèges s'est poursuivi en 2020 avec la sécurisation de 15 collèges et le lancement de 22 nouveaux chantiers. La sécurisation consiste en l'installation de clôtures rehaussées sur le périmètre des collèges, de vidéoprotection et de sas de régulation à toutes les entrées des établissements.

CRISE SANITAIRE



ACCOMPAGNER LES COLLÈGES DANS LA GESTION DE LA CRISE

Le Département s'est fortement engagé pour accompagner les collèges du territoire dans la gestion de la crise sanitaire. Les services départementaux, en transversalité avec les services académiques, ont mis en œuvre avec une grande réactivité des mesures de soutien dans les différents volets d'intervention du Plan Charlemagne et très au-delà des obligations légales de la collectivité. Cet accompagnement s'est adapté à l'évolution des besoins des collèges en fonction des phases de la crise sanitaire. Il s'est traduit par :

- ▶ **La continuité des missions** des Agents territoriaux des collèges (ATC).
- ▶ La mise en place de **l'enseignement à distance et la continuité pédagogique** rendus possibles pendant les périodes de confinement via le matériel numérique et l'infrastructure mis à disposition par le Département.
- ▶ La mise en place d'un **protocole sanitaire** à chaque étape de la crise.
- ▶ La participation des ATC à **l'accueil des enfants des personnels soignants** dans 32 collèges.
- ▶ La dotation en **matériels de protection** pour les collégiens et les agents des collèges.
- ▶ **Un soutien financier aux familles d'environ 500 000 euros** grâce au maintien du versement du Chèque resto-collège
- ▶ La mise en place de **8 centres de dépistage à l'entrée de collèges** dans chacun des bassins du territoire.
- ▶ L'équipement en **tablettes numériques** des collèges non équipés, des élèves en Réseau Éducation Prioritaire ne bénéficiant pas d'équipement informatique au sein de leur foyer et des structures de l'Aide sociale à l'enfance.

UN APPUI AUX ENTREPRISES DU BTP

La poursuite des chantiers sous contraintes sanitaires

Après la mise en sécurité des chantiers à l'arrêt pendant les premiers jours du confinement de mars 2020, les services de la DGAET ont pu maintenir certains chantiers en activité sans interruption (ABD, MDAA, collège Cassin à Tarascon, SDIS de Lambesc, **collège de Lançon-Provence**). Les travaux du **collège Versailles** à Marseille ont pu reprendre rapidement tout comme certains chantiers routiers. Les chantiers portuaires et les travaux du **pont de Beaucaire-Tarascon** ont également été poursuivis. Les autres chantiers ont repris progressivement en s'assurant de l'application des préconisations de sécurité sanitaire du guide de l'OPPBTB (Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics) paru en avril 2020.

Le versement d'avances forfaitaires majorées

L'État a ouvert la possibilité, par ordonnance, d'augmenter les avances forfaitaires des marchés (travaux, services et prestations intellectuelles) en exonérant les entreprises des contraintes de garantie financière. Le choix de la collectivité s'est porté sur **les entreprises de travaux**, avec une avance portée à 25 % pour les contrats supérieurs à 1 M€. Les avances ont été majorées pour les bons de commande éligibles émis durant la période d'état d'urgence sanitaire augmentée de 2 mois, soit jusqu'au 10 septembre 2020.

FORÊTS ET ESPACES NATURELS

LE PROGRAMME EUROPÉEN LIFE HABITATS CALANQUES POUR PRÉSERVER LA BIODIVERSITÉ DU LITTORAL

Le Parc national des Calanques, en partenariat avec l'ensemble des acteurs du territoire et l'Agence régionale pour la biodiversité et l'environnement, a mis en place le programme européen LIFE Habitats Calanques sur 5 ans [2017-2022].

Le littoral du Parc national des Calanques est en effet soumis à de fortes pressions anthropiques : urbanisation, attrait touristique, loisirs de pleine nature... qui conduisent à la perte considérable des espèces endémiques et à la dégradation des habitats.

Le Département, principal propriétaire public dans le secteur littoral Sud, est un partenaire majeur du programme Life Habitats Calanques. De nombreux sites emblématiques (du Mont Rose à Marseilleveyre, de la Sablière à Anjarre, puis Morgiou), propriétés départementales, sont concernés par ce projet qui permet de restaurer des continuités écologiques, des habitats perturbés par des espèces végétales envahissantes, d'améliorer les connaissances et de sensibiliser le public à ces enjeux.

LE SOUTIEN AUX ALPES-MARITIMES FRAPPÉES PAR LA TEMPÊTE ALEX

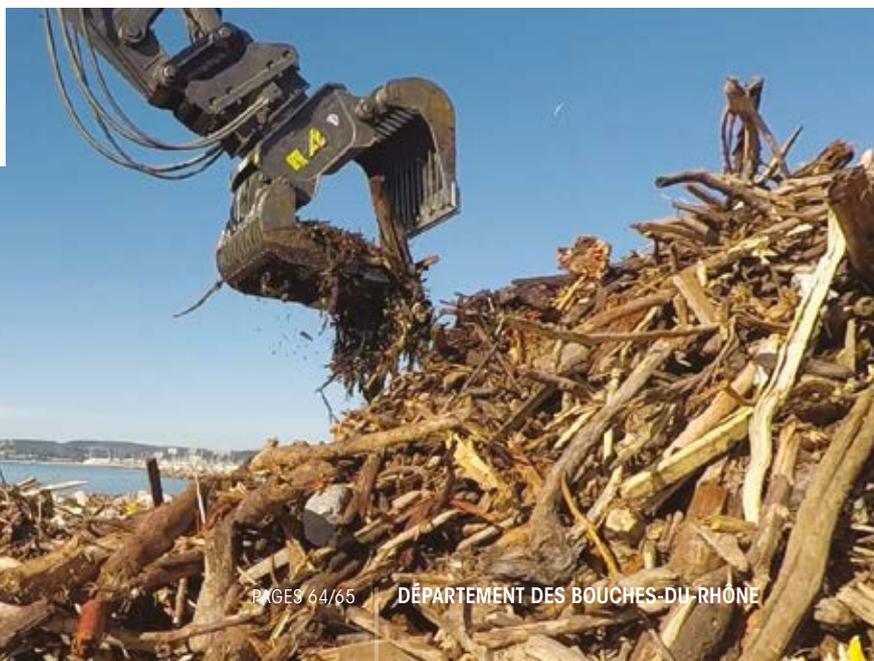
La tempête Alex a occasionné le 2 octobre 2020 des dégâts immenses dans les Alpes-Maritimes, dans les trois vallées, La Roya, La Tinée et La Vésubie, avec des précipitations jamais vues et une crue importante du Var, charriant jusqu'à la mer des milliers d'arbres échoués ensuite sur le rivage, notamment à Saint-Laurent-du-Var.

Sur décision de Madame la Présidente, **les forestiers-sapeurs et le SDIS 13 ont apporté leur aide au département des Alpes-Maritimes.** Entre le 10 et le 25 octobre, en trois vagues, une trentaine de forestiers-sapeurs, avec 4 engins convoyés, ont renforcé les moyens d'action à Saint-Laurent-du-Var, Roquebrune Cap-Martin, Saint-Dalmas de Tende ou encore Breil-sur-Roya, pour dégager des arbres déracinés, extraire des bois des digues, abattre des arbres pour permettre le rétablissement de liaison routière.



UNE FORCE D'INTERVENTION MIXTE FACE AU RISQUE INCENDIE

Le Groupe d'Appui Forestier (GAF) est une force d'intervention mixte combinant les capacités de débroussaillage des forestiers-sapeurs et les moyens de sécurité incendie du SDIS 13. Le GAF est mobilisé lors des jours identifiés à fort risque incendie. Il se tient prêt à intervenir sur ordre du commandant des opérations de secours, pour des missions très diverses : protection des points sensibles par broyage de la végétation et des lisières de feux, création de pistes pour faciliter l'accès des sapeurs-pompiers et occasionnellement, intervention en front de feu afin de réaliser du broyage tactique (coupures pour freiner ou orienter la progression des incendies).



ROUTES ET PORTS



LA RÉPARATION DU PONT DE BEUCAIRE TARASCON SUR LA RD99B

Le pont dit "de Beaucaire à Tarascon" qui enjambe le Rhône au nord d'Arles sur la RD99b, a fait l'objet de réparations importantes à compter de fin 2020. Certaines fissurations constatées sur les deux pylônes faisaient en effet peser un risque d'infiltration et de fragilisation des appuis avec la corrosion des aciers et l'éclatement des bétons.

La méthode retenue a donc été d'injecter un coulis de ciment dans ces micro-fissures, dans un premier temps puis de réaliser en partie basse des pylônes une coque en béton armé de faible épaisseur assurant une protection complémentaire.

⋮ Coût de l'opération : **3 M€**

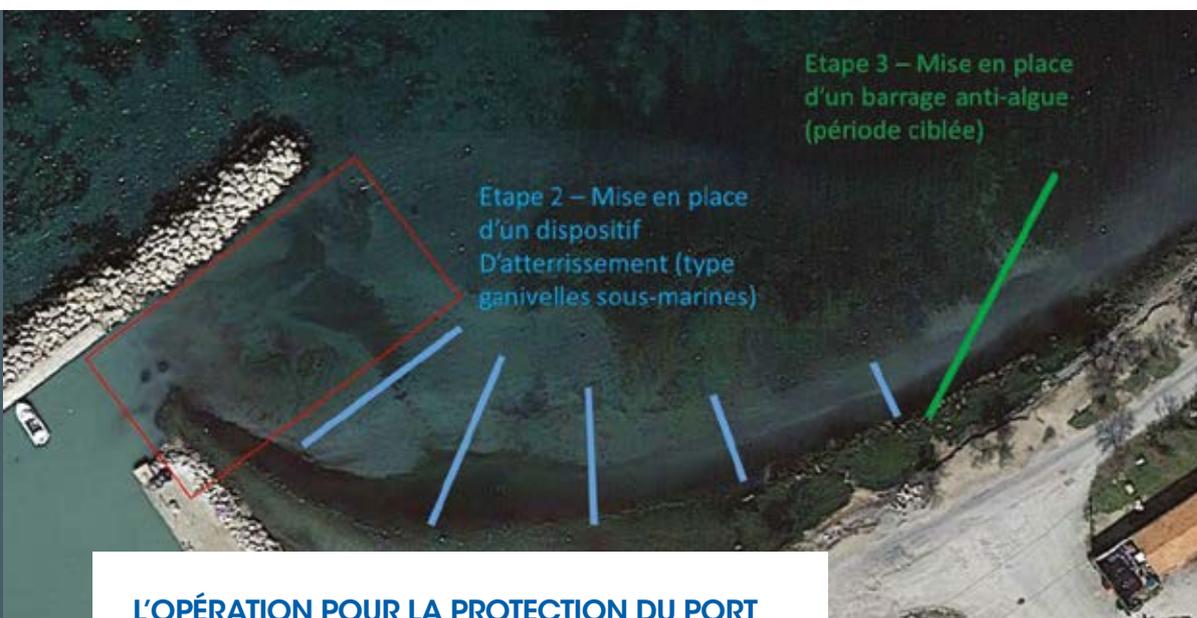


LA RESTRUCTURATION DE LA RD7N ENTRE TRETS ET MEYREUIL

Pour garantir la pérennité du patrimoine routier notamment via l'entretien régulier de la chaussée, la section de la RD7n **comprise entre le giratoire du Canet de Meyreuil à la limite du Var** sur un linéaire de 15 km environ a fait l'objet d'une vaste restructuration lancée en 2020.

Les travaux mettent en avant **des techniques innovantes en matière de respect de l'environnement**. Les procédés employés ont permis de réduire l'impact du chantier sur l'environnement et d'atteindre un bilan carbone acceptable : liant végétal sourcé obtenu à partir de dérivés du pin en particulier, de résidus de l'industrie du papier, couche d'assise d'accotement à 90 % obtenue à partir de matériaux recyclés, purges et renforcement de chaussées réalisés avec des grilles de verre thermocollées.

⋮ Coût de l'opération : **10 M€**



L'OPÉRATION POUR LA PROTECTION DU PORT DU JAÏ PORTE SES FRUITS

Lancé en 2019 sur le site du port départemental du Jaï à Marignane, le projet CATCHSED (Concept d'Atterrissement par Contrôle de l'Hydrodynamisme des Sédiments) a été évalué en 2020. Situé sur la rive sud de l'étang de Berre, le port du Jaï est en effet exposé à l'hydrodynamisme intense généré par le Mistral, vent dominant. L'accumulation de sédiments et d'algues, générée par ce phénomène, pénalise la navigation et provoque des nuisances importantes. Pour permettre au transit sédimentaire de s'évacuer sans s'accumuler contre la digue de protection, **3 procédés ont été mis en œuvre** : un dragage hydraulique avec mise en centre d'enfouissement des vases, l'installation d'un dispositif d'atterrissement et la mise en place d'un barrage anti-algues. Le bilan très encourageant réalisé en 2020 démontre que l'intégrité de la passe est conservée. Un petit haut fond à 1,4 m environ est observable et de très nombreux juvéniles ont été relevés dans le plan d'eau.



LA PISTE CYCLABLE VAL DE DURANCE VOIT LE JOUR SUR L'ANCIENNE VOIE FERRÉE

Suite au déclassement de la voie ferrée RDT13 en 2017, il a été proposé de réutiliser l'emprise foncière pour créer une piste cyclable en site propre répondant au cahier des charges des véloroutes et voies vertes, pour un linéaire de 22 km permettant de rejoindre Barbentane depuis Plan d'Orgon.

La première phase de cette opération, la dépose de la plateforme ferroviaire, a été lancée en 2020.

La deuxième phase qui consistera en des travaux de recalibrage et de création de l'infrastructure dédiée aux modes doux est prévue en 2022. Le chantier est mené selon une démarche environnementale via :

- des études environnementales en amont des travaux et des préconisations écologiques contractuelles à respecter en phase de chantier,
- un accompagnement écologique réalisé par un bureau d'études indépendant tout au long du chantier,
- une traçabilité de la démarche via un reporting régulier des actions environnementales.

PRINCIPAUX RÉSULTATS ET CHIFFRES-CLÉS

DIRECTION DES ROUTES ET DES PORTS



632 agents



8 ports départementaux



3 arrondissements des routes



24 centres d'exploitation



2 975 km de routes



- ▷ Un plan d'investissements routiers de **80 M€ annuels**
- ▷ Un plan vélo de **40 M€** sur une période de cinq ans
- ▷ Un programme quinquennal de renforcement de chaussées, initié en 2018, de **40 M€**.

DIRECTION DE LA FORÊT ET DES ESPACES NATURELS



294 agents



6 unités de forestiers sapeurs



17 000 hectares d'espaces naturels répartis sur 31 sites



2 000 km d'itinéraires de promenade et de randonnées

- ▷ Budget domaines départementaux et espaces naturels : **12,6M€**
- ▷ Budget ressources naturelles-risques environnementaux - SDIS : **75,7M€**

DIRECTION DE L'ÉDUCATION ET DES COLLÈGES



1965 agents
▷ dont 1691 ATC



Budget 2020
163,4 M€



103 269 kits de fournitures scolaires distribués

- ▷ 25 % des élèves en moyenne (jusqu'à 33 % au plus fort de la crise) ont pu suivre un enseignement à distance grâce aux tablettes numériques fournies par le Département.



DIRECTION DES ÉTUDES, DE LA PROGRAMMATION ET DU PATRIMOINE



64 agents

- ▶ **Le relogement de la MDS** Romain Rolland et du pôle d'insertion dans de nouveaux locaux
- ▶ **13 Maisons du Bel Âge** ouvertes en 2020
- ▶ **8 MBA lancées** ou en cours de travaux en 2020



DIRECTION DE L'ARCHITECTURE ET DE LA CONSTRUCTION



46 agents

Les équipements réceptionnés durant l'année 2020 :

- ▶ Collège René Cassin Tarascon : rénovation SEGPA - restructuration partielle - accessibilité pour un montant de **4,26 M€**
- ▶ Collège Gyptis Marseille 9^e : gymnase et logements pour un montant de **13,76 M€**
- ▶ Collège Camus Miramas : gymnase et plateau EPS pour un montant de **6,53 M€**
- ▶ Centre de Secours de Lambesc : extension et réhabilitation pour un montant de **2,29 M€**



DIRECTION DE LA MAINTENANCE ET DE L'EXPLOITATION



164 agents

- ▶ **126 collèges** représentant une superficie bâtie globale d'intervention de 910 000 m²
- ▶ **575 autres sites** représentant une superficie bâtie de 1 074 716 m² (gendarmeries, centre médicaux sociaux, vigies DFCI, sites de la DRP..)
- ▶ **6724 interventions** d'urgence sur les bâtiments départementaux



DIRECTION DE LA COMPTABILITÉ ET DE L'INFORMATIQUE MÉTIERS



39 agents

- ▶ **Maintien de la chaîne comptable** afin de limiter l'impact financier de la crise sur les entreprises.
- ▶ **Le lancement d'un projet transversal** pour la Gestion active du patrimoine (Projet Gap)

DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE

CADRE DE VIE

2 DIRECTIONS

- ▷ Direction de la Jeunesse et des Sports
- ▷ Direction de la Culture

53,2 M€
BUDGET RÉALISÉ 2020

399 AGENTS



ZOOM

LES POLITIQUES PUBLIQUES MISES EN ŒUVRE

- ▷ Améliorer le cadre de vie de proximité de tous les habitants du territoire,
- ▷ Proposer un aménagement équilibré,
- ▷ Proposer des services diversifiés et de qualité accessibles à tous.

CE QU'IL FAUT RETENIR EN 2020



La réouverture
du Museon Arlaten



Les Chants de Noël
diffusés sur France 3



6 communes désignées
" Capitales provençales de la
Culture "



La Team 13
plus que jamais solidaire



Le succès de l'opération
" Tous au cinéma "



78 000 cartes " Collégien
de Provence " distribuées



200 jeunes
font leur " Cop Jeunesse "



LA DIRECTION DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

RÉALISATIONS MAJEURES EN 2020

La Direction de la Jeunesse et des Sports (DJS) et ses 4 services soutiennent au quotidien les associations du territoire tout en permettant l'accès au sport et aux loisirs au plus grand nombre. En 2020, la DJS a notamment traité **7 240 demandes de subvention** pour l'ensemble de la collectivité, dont 2000 au titre de la jeunesse et des sports et **mis à disposition 28 équipements sportifs** des collèges au bénéfice de **159 associations et leurs adhérents**.

Dans ses deux Maisons de Provence de la Jeunesse et des Sports (MPJS) d'Aix-en-Provence et Marseille, **ce sont 246 créneaux qui ont été pourvus** par les associations pour mener à bien leurs projets.

La DJS œuvre également à l'accompagnement des jeunes vers l'autonomie et l'emploi grâce notamment **aux 150 missions de service civique proposées chaque année**. En parallèle, elle a distribué en 2020 **77 906 cartes " Collégien de Provence "** d'une valeur de **150 euros** aux collégiens pour augmenter le pouvoir d'achat des familles et faciliter l'accès à la culture, au sport et au soutien scolaire.

Pour sensibiliser la jeunesse à la citoyenneté, la DJS a aussi créé la Team 13, une équipe composée de centaines de jeunes Provençaux **qui répondent régulièrement à l'appel des associations pour mener à bien différentes missions de bénévolat**. Un engagement qui a pris tout son sens en 2020 en pleine crise sanitaire.





CRISE SANITAIRE : AU PLUS PRÈS DU MONDE ASSOCIATIF

Face à la crise sanitaire, les services de la Direction Jeunesse et Sports se sont mobilisés auprès du monde associatif pour limiter les impacts liés à la suppression de nombreux événements. Tous les services ont assuré **un suivi au cas par cas** de leurs partenaires pour maintenir le lien et compenser les investissements engagés, grâce notamment à des actions concrètes :

- ▶ **Des délais supplémentaires** (report de la réalisation du projet et complétude des dossiers reportés au 31 août 2020)
- ▶ **Un réexamen des projets** en fonction du contexte sanitaire et de ses conséquences (adaptation des objectifs pour neutraliser les périodes liées aux confinements, prise en compte des frais engagés, redéploiement des crédits non utilisés sur un nouveau projet ou sur le même projet réalisé l'année suivante).
- ▶ **Un soutien au fonctionnement général** complémentaire via les subventions accordées à un projet.
- ▶ **Une plateforme d'assistance unique** : subventions@departement13.fr

LA TEAM 13, SOLIDAIRE ET ENGAGÉE

Forte de 521 membres en 2020, la Team13 a été particulièrement sollicitée (+83% d'appels) durant la crise sanitaire. 86% des appels à bénévolat ont été formulés par des associations caritatives. Ainsi, sous l'égide du Département, les jeunes ont notamment prêté main forte à la **Banque Alimentaire** et aux **Restos du cœur** pour confectionner et distribuer des repas aux plus démunis et aux étudiants dans le besoin.

200 JEUNES ENGAGÉS POUR LA PLANÈTE

En marge du Congrès mondial de la nature à Marseille (septembre 2021), 200 jeunes âgés de 11 à 25 ans travaillent sous la houlette de la DJS, depuis janvier 2020, pour dégager des propositions concrètes en matière de préservation de la biodiversité et de protection de l'environnement. A l'issue de cette COP Jeunesse, les résultats obtenus seront présentés lors du congrès.

DES SÉJOURS À MOINDRE FRAIS POUR LES COLLÉGIENS

Grâce aux séjours sportifs, éducatifs et culturels, **1 393 jeunes ont pu profiter de vacances à moindre frais malgré la pandémie**. Avec ce dispositif proposé et financé par le Département, la participation des familles s'élève à seulement 70 euros pour un séjour d'une semaine comprenant le transport, l'hébergement, les animations et l'encadrement.



GRAND SUCCÈS POUR LA CARTE " COLLÉGIEN DE PROVENCE "

Avec près de **78 000 cartes "Collégien de Provence"** distribuées pour la rentrée scolaire 2019/2020, la DJS a engagé **4,2 millions d'euros** pour permettre à chaque collégien d'obtenir 150 euros dédiés aux loisirs, au sport, à la culture et au soutien scolaire. Ce montant peut également être dépensé chez plus de 2 000 enseignes partenaires du Département auprès desquelles les élèves bénéficient de réductions tout au long de l'année.

LA DIRECTION DE LA CULTURE



RÉALISATIONS MAJEURES EN 2020

La politique culturelle menée par le Département permet de soutenir la diffusion de la culture dans l'ensemble des Bouches-du-Rhône en la rendant accessible au plus grand nombre. La collectivité veille également à la sauvegarde du patrimoine départemental.

Cette implication forte passe par un partenariat étroit avec les communes, **dont 6 ont été labellisées " Capitales Provençales de la Culture " en 2020**, les associations, compagnies, lieux de diffusion, de création et de transmission. Pour faire rayonner le territoire et proposer une offre de qualité, la Direction de la Culture s'appuie également sur ses établissements dont le **Museon Arlaten, qui a rouvert ses portes en 2020**, le Musée Départemental Arles Antique, les Archives Départementales, et la Bibliothèque Départementale.

Dans un contexte difficile et incertain pour l'ensemble de la filière, le Département a fait le choix, dès le début de la pandémie, de mettre en place rapidement **des dispositifs concrets pour soutenir les acteurs culturels**.

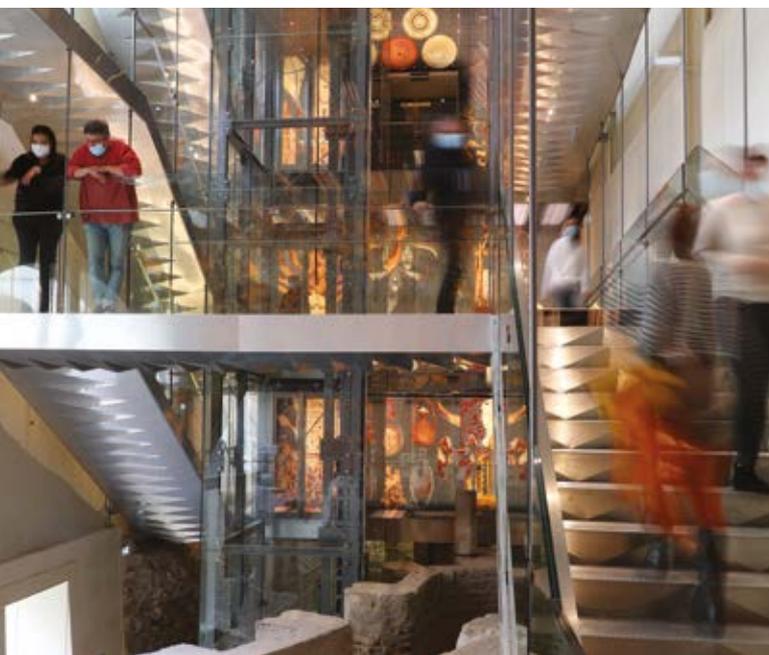


LA RENAISSANCE DU MUSEON ARLATEN

Créé par le poète provençal Frédéric Mistral, le Museon Arlaten a dévoilé son nouveau visage en 2020 après 11 ans de fermeture. Une fois les travaux achevés, il a néanmoins fallu attendre la fin des restrictions sanitaires pour accueillir à nouveau le public (mai 2021). En attendant les visiteurs, les équipes du Museon Arlaten ont poursuivi leurs efforts avec **227 objets restaurés, 8 532 notices inventaires modifiées, 2 400 images numériques** produites et informatisées, 1 060 notices bibliographiques et 162 acquisitions.

6 COMMUNES LABELLISÉES " CAPITALES PROVENÇALES DE LA CULTURE "

Créé par le Département des Bouches-du-Rhône en 2017, le label " Capitale provençale de la Culture " consiste à mettre en valeur l'action culturelle des communes désignées tout en offrant aux habitants une programmation riche et variée. En 2020, **afin de relancer l'activité culturelle**, le dispositif est monté en puissance avec 6 communes labellisées : Venelles, Auriol, Saint-Cannat, Cassis, Mollégès et Sausset-les-Pins. En raison du contexte sanitaire, il a été décidé de laisser la possibilité à ces communes de prolonger leurs actions sous ce label jusqu'au 31 décembre 2021.





UN COUP DE POUCE AU 7^E ART

Pour soutenir les exploitants de cinémas, le Département a lancé l'opération " **Tous au cinéma** " le 7 octobre 2020. En partenariat avec les réseaux " Cinémas du Sud " et Tilt, elle a permis au public de bénéficier d'une place offerte pour une place achetée et de relancer ainsi la fréquentation des salles.

LES " CHANTS DE NOËL " DIFFUSÉS À LA TÉLÉVISION

La 28^e édition de la tournée des Chants de Noël a dû se réinventer en 2020. Pour maintenir la programmation, les **7 groupes se sont produits dans la résidence d'artistes de l'Étang des Aulnes**, propriété du Département, avec captation audiovisuelle. Le concert de Noël swing a été retransmis sur les antennes de France 3 Paca (15 000 spectateurs) **et l'ensemble des concerts a généré au total 380 000 vues** sur la plateforme streaming de la chaîne, ainsi que sur la page Facebook du Département (50 500 vues).

UNE AIDE AUX ARTISTES DE " PROVENCE EN SCÈNE "

Pendant le confinement, la Direction de la Culture a contacté les **150 structures artistiques** du catalogue " Provence en Scène " afin de leur proposer une diffusion de leur spectacle dans l'ensemble du département. Une opération entièrement financée par la collectivité qui représente 89 contrats de cession signés pour un montant de 313 000 euros.

LES TOURNÉES THÉÂTRALES DÉPARTEMENTALES, UNE OFFRE GRATUITE ET ÉLARGIE

Avec "Les Tournées théâtrales départementales", le Département invite tous les publics à assister gratuitement, dans les villes et villages de Provence, à des représentations de qualité données par des compagnies reconnues sur la scène nationale. Ce dispositif a pris une nouvelle dimension en 2020 avec **une offre élargie et des représentations plus nombreuses**. Au total, 6 pièces de théâtre sont parties en tournée pour 25 dates, soit 83 représentations dans l'ensemble des Bouches-du-Rhône.

LA CONSIGNE À IMAGES, UN NOUVEAU LIEU DÉDIÉ À L'ART VISUEL

Le 30 septembre 2020, en lieu et place des anciennes douanes du Vieux-Port de Marseille, le public découvre " La Consigne à Images ", un nouveau lieu dédié aux arts visuels né **d'un partenariat entre le Département et le Centre Pompidou**. Ce nouvel espace culturel gratuit propose des ateliers, animations et expositions pour permettre aux familles et au jeune public de découvrir et s'initier à l'art.



PRINCIPAUX RÉSULTATS ET CHIFFRES-CLÉS



DIRECTION DE LA CULTURE



299
agents



Budget réalisé :
24, 13 M€

- ▷ Archives : collecte de 1 011 ml d'archives définitives, **416 818 vues réalisées, 12 399 documents communiqués**
- ▷ Bibliothèque : **100 bibliothèques** desservies soit **726 656 habitants**
- ▷ MDAA : **37 400 visiteurs** accueillis
- ▷ Museon Arlaten : 227 objets restaurés, 124 visites professionnelles, 2 400 images numériques produites, 162 acquisitions.
- ▷ Chants de Noël : captation de **7 concerts** ayant généré **365 000 vues** sur les réseaux sociaux
- ▷ Festival de piano de la Roque d'Anthéron : **7 concerts gratuits** dans le cadre de la tournée "Sur les routes de Provence".
- ▷ Tournée Théâtre : **22 représentations** gratuites
- ▷ Résidences d'artistes : **10 compagnies** accueillis.
- ▷ Provence en scène : **77 communes adhérentes** et **165 représentations**
- ▷ Espace culturel départemental : **3 expositions** et **9 494 visiteurs**
- ▷ Subventions aux associations culturelles : **834 dossiers** traités en fonctionnement et **77 en investissement**
- ▷ Aide au développement culturel des communes : **15 dossiers** subventionnés pour un montant de 2,26 M€

DIRECTION DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS



93 agents



Budget réalisé :
29,08 M€

- ▷ **7240 demandes** de subventions
- ▷ **28 équipements** sportifs des collèges mis à disposition aux associations sportives et socio-sportives.
- ▷ **77 906 cartes** Collégien de Provence distribuées soit un budget dédié de 4,19 M€
- ▷ **1393 jeunes** partis sur 25 Séjours Educatifs, Sportifs et Culturels
- ▷ **521 jeunes**, membres de la Team 13
- ▷ **150 missions** de service civique
- ▷ **173 dossiers** de Fonds d'Aide aux Jeunes (+ 28.5% d'aide)



DES SITES RÉPARTIS SUR LE TERRITOIRE



La Maison de Provence
de la Jeunesse et des
Sports de **Marseille**



La Maison de Provence
de la Jeunesse et
des Sports d'**Aix-en-
Provence**



Le Museon Arlaten à
Arles



Le Musée départemental
Arles antique à **Arles**



Les Archives et bibliothèque
départementales à
Marseille



L'annexe de la bibliothèque
départementale à **Saint-
Rémy-de-Provence**



L'Espace culturel
départemental du 21 bis,
Mirabeau à **Aix-en-
Provence**



DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE

L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE

5 DIRECTIONS

- ▶ Juridique
- ▶ Contrôle de gestion
- ▶ Services généraux
- ▶ Systèmes d'information et usages numériques
- ▶ Achat public

106 M€
BUDGET RÉALISÉ 2020

PRÈS DE
600 AGENTS

DES DIRECTIONS SUPPORT ET RESSOURCES POUR OPTIMISER LE FONCTIONNEMENT DE LA COLLECTIVITÉ

- ▶ Conseil en matière de risques juridiques et gestion des contentieux
- ▶ Mise en œuvre des garanties dans le cadre des dommages aux bâtiments
- ▶ Pilotage de la conformité au règlement général sur la protection des données
- ▶ Prestations d'audit, de conseil et d'évaluation des politiques publiques
- ▶ Optimisation des conditions d'achat et sécurisation des processus de passation et d'exécution des marchés publics
- ▶ Promotion de l'achat responsable
- ▶ Equipement en informatique et téléphonie
- ▶ Centre de service aux utilisateurs
- ▶ Transformation numérique et déploiement de solutions innovantes
- ▶ Prévention des risques en matière de cybersécurité
- ▶ Coordination de la logistique des opérations, facility management pour l'ensemble des services du département
- ▶ Exploitation et gestion des installations techniques de l'Hôtel du Département

ZOOM

CE QU'IL FAUT RETENIR EN 2020



L'achat public représente environ 250 M€ de dépenses par an positionnant le Département parmi les plus importants acheteurs du territoire.



La mise en œuvre d'une chaîne d'approvisionnement et de logistique pour protéger agents et population dès le début de la crise Covid.



Un effort collectif sans précédent pour permettre le déploiement du télétravail et des outils numériques collaboratifs pour le travail à distance



Des mesures fortes pour la sécurité informatique de la collectivité et le déploiement d'outils pour la protection des données



L'élaboration de nouvelles solutions et d'expérimentations pour soutenir les entreprises prestataires de la collectivité impactées par la crise



Le lancement de la démarche Probité-Conformité visant à élaborer un programme de prévention et de détection des délits d'atteinte à la probité au sein de la collectivité

RÉALISATIONS MAJEURES EN 2020



L'ADAPTATION DES SERVICES À LA CRISE SANITAIRE

L'ACHAT ET LA GESTION DE MATÉRIEL DE PROTECTION POUR LES AGENTS ET LA POPULATION

Pour répondre aux besoins du Département et de nos partenaires (EHPAD, SAAD, MECS, SDIS, communes...) évalués à 630 000 masques/semaine au cœur de la crise, différentes actions ont été déployées très rapidement :

- ▶ Un sourcing vers la Chine en partenariat avec d'autres collectivités
- ▶ L'organisation de l'approvisionnement en lien avec la plateforme logistique de l'aéroport Marseille-Provence
- ▶ La mise en place d'un système de stockage et de distribution efficace mutualisé avec le SDIS et la Métropole
- ▶ La mise en place de points de retrait au dépôt de La Pomme à Marseille.

DES OPÉRATIONS DE SOLIDARITÉ

Plusieurs actions de solidarité ont été déployées par le Département : livraison de tablettes aux EHPAD, de jeux, d'équipements sportifs, ou encore de chocolats pour les enfants accueillis en MECS.

LE NETTOYAGE RENFORCÉ DES SITES

Des nettoyages renforcés des sites occupés, avec une fréquence augmentée à deux fois par jour pour les sites accueillant du public, ont été mis en place ainsi que des protocoles de désinfection en cas de suspicion Covid.

LE DÉPLOIEMENT DES ÉQUIPEMENTS POUR LE TÉLÉTRAVAIL

Afin de permettre la continuité des services, le déploiement du télétravail a été une nécessité. Dans un premier temps, **les fonctions prioritaires et la chaîne comptable** ont été équipées pour maintenir leurs activités essentielles, puis les agents assurant des missions hors plan de continuité. Parallèlement, des outils de travail collaboratif et des solutions sécurisées de travail à distance ont été mises en œuvre très rapidement grâce à un effort collectif sans précédent. Des formations par tutoriels ont été mises en ligne pour guider les agents dans l'utilisation de la visioconférence et la gestion de la sécurité informatique.

À la sortie du premier confinement, au 12 mai 2020, 42% des utilisateurs étaient en capacité de télétravailler par des moyens institutionnels ou personnels.

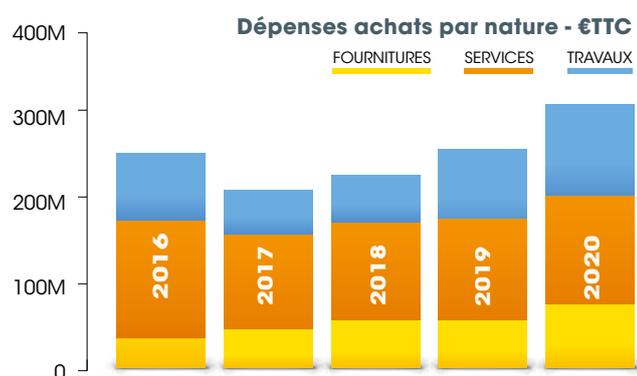
"13 À VOTRE ÉCOUTE" POUR MAINTENIR LE LIEN AVEC LES USAGERS

Pour répondre aux nombreuses sollicitations des usagers en plein cœur de la crise sanitaire via la plateforme "13 à votre écoute", la mission DQA a centralisé en temps réel l'information. Comme en temps "normal", les demandes les plus fréquentes ont concerné les aides pour les personnes en situation de handicap et les personnes âgées (APA, MDPH) et la suspension/maintien du RSA.

LE SOUTIEN À L'ÉCONOMIE LOCALE

La crise sanitaire a impacté l'ensemble de l'économie locale. L'un des enjeux de 2020 a été non seulement que le Département assure la continuité de son activité mais surtout qu'il puisse être en soutien des entreprises à travers sa commande publique.

La finalisation des procédures urgentes en cours, mais également la poursuite des projets d'achat et la mise en place très rapide d'une CAO dématérialisée (visioconférences, signature électronique...) ont permis **de maintenir la fonction achat** et de ne pas bloquer l'action du Département lors de la reprise d'activité. Les CAO ont rapidement pu être opérationnelles : **le Département a été l'une des premières collectivités à en assurer le fonctionnement** après le démarrage de la crise. Grâce à cette solution, **488 marchés, avenants ou décisions** ont été transmis par ce moyen en 2020 à compter du 30 avril.



La crise sanitaire n'a pas remis en cause la dynamique du mandat en termes de croissance des dépenses. L'achat public sur la période représente 1,3 milliard d'euros.

Le Département a voulu soutenir également l'activité économique à travers **la mise en place d'avances de trésorerie spécifiques**. Ce dispositif a mobilisé près de 12 M€ essentiellement sur le secteur du BTP (dont 40 % du montant a bénéficié à des TPE/PME). Une étroite collaboration entre la DGAET, la DAP et la DF a permis de mettre en œuvre ce dispositif exceptionnel.

Une procédure de règlement amiable des litiges liés aux conséquences du Covid 19 a été expérimentée, plus efficace que le traitement habituel via le Comité consultatif de règlement amiable des différends en matière de marchés publics (CCRA). Ces médiations ont permis de trouver des solutions transactionnelles rapides pour les prestataires les plus touchés.

... **Les médiations ont représenté environ un quart des dossiers en matière de commande publique.**



L'ACCENT SUR LA CYBERSÉCURITÉ

La sécurité informatique a immédiatement été au cœur des préoccupations notamment en raison des attaques subies le 15 mars 2020 par la Ville de Marseille et la Métropole. Plusieurs actions ont été conduites : la coupure des liens de connexion avec les collectivités infectées, le renforcement des pare-feu, la mise en œuvre d'une connexion à distance via VPN, l'installation d'une double architecture de gestion antisipam, la limitation et le contrôle des comptes à privilèges. Le tout accompagné d'une forte communication interne en lien avec l'équipe Protection des données sur les bons comportements à adopter en télétravail.

UNE "HOTLINE JURIDIQUE" POUR CONSEILLER LES SERVICES

La richesse de l'actualité juridique a fait l'objet d'une veille constante pour alimenter l'intranet et accompagner la mise en œuvre des mesures prévues par la trentaine d'ordonnances, notamment la continuité du fonctionnement de l'institution : séances, délégations de compétences, prolongation des délais concernant la plupart des contrats et procédures, mesures de soutien aux entreprises prestataires...

ZOOM

LA MISE EN PLACE DU SERVICE ACHATS ET LE LANCEMENT DE LA DÉMARCHE PROBITÉ-CONFORMITÉ

En dehors des actions mises en place pour répondre à l'urgence sanitaire, la DGAAG a également vu la structuration du Service Achat initié en 2019 avec l'arrivée de ses premiers effectifs à l'été 2020. Focalisé sur les savoir-être et les techniques achats, il vise à **développer un accompagnement sur les marchés stratégiques, à optimiser les achats et à intégrer des objectifs de développement durable.**

L'année 2020 a été également celle du coup d'envoi de la démarche Probité-Conformité visant à élaborer et à piloter le programme de prévention et de détection des délits d'atteintes à la probité au sein de la collectivité conformément à la loi Sapin II. **Le premier comité stratégique s'est tenu en octobre 2020.** En moins de trois mois, la cellule Probité-Conformité a organisé plusieurs séances de présentation et démarré le premier chantier relatif à la réalisation d'une cartographie des risques.

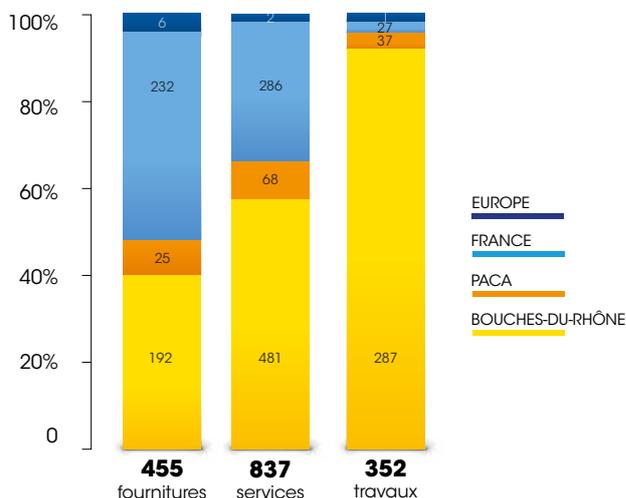
PRINCIPAUX RÉSULTATS ET CHIFFRES-CLÉS



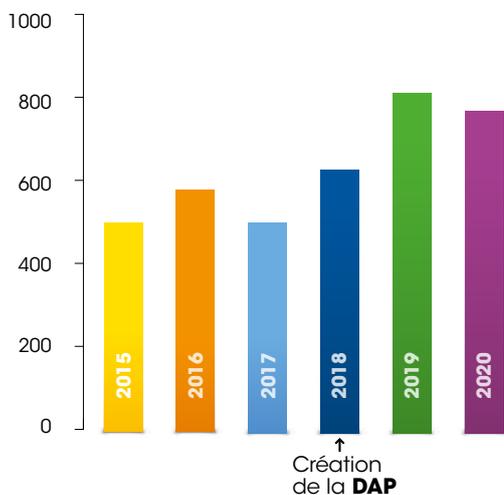
96 agents

DIRECTION DE L'ACHAT PUBLIC

Répartition nombre de marchés actifs par localisation des titulaires 2020



Nombre de marchés notifiés depuis 2015 jusqu'à 2020
On note une progression constante de marchés notifiés (tous marchés confondus)



Ce tableau montre pour l'année 2020 l'impact territorial de nos dépenses à travers la localisation des titulaires de marchés. Ainsi, plus de 80 % des attributaires de marchés de travaux sont situés sur le département et même 90 % sur l'ensemble de la région. Cette proportion baisse en prestations de service avec cependant près de 65 % situés en région. En matière de fournitures, la part est plus équilibrée avec à peine 50 % localisés en région.

Activité de la Commission d'Appel d'Offres en 2020 :

La dématérialisation des réunions a permis de maintenir un programme soutenu des CAO :

- ▷ 34 réunions dont 27 en visioconférence
- ▷ 424 marchés attribués



35 agents

DIRECTION JURIDIQUE

La démarche d'organisation en centre de services

Le projet de réorganisation de la Direction juridique "en centre de services" a démarré en 2020 avec, comme première étape, la réalisation du Catalogue des services, qui consiste à élaborer un recueil des missions exercées par la Direction juridique en partenariat avec les autres directions du Département. Cette démarche s'inscrit parfaitement dans la volonté d'innovation et de transformation de la collectivité. L'enjeu majeur de ce projet est de procéder à un travail collaboratif et d'avancer grâce à l'intelligence collective, tout en s'adaptant au contexte sanitaire et en exploitant au mieux l'ensemble des outils informatiques mis à disposition par la collectivité.



370 agents

DIRECTION DES SERVICES GÉNÉRAUX

Les actions mises en œuvre dans le cadre de l'amélioration de la Qualité de Vie au Travail :

- ▶ Le réaménagement de la salle de sport de l'HD13, pour agrandir et repenser les espaces, et les rendre plus chaleureux (réfection des sols et peinture, signalétique, nouveaux équipements).
- ▶ La conception et la pose de la signalétique de la salle de sport d'Arenç également renouvelée.
- ▶ L'aménagement d'un " Espace Culture et Multimédias " à l'entrée de la Documentation, comprenant une salle d'actualité conviviale permettant l'accès à un kiosque de presse nationale et régionale élargi et un espace de travail collaboratif et de e-learning.

L'amélioration continue des process et de la qualité de service :

- ▶ La poursuite du projet Centre de Services et la réalisation du Catalogue de Services.
- ▶ La démarche d'amélioration du pilotage budgétaire de la DSG, avec l'élaboration d'un système d'information budgétaire issu de Coriolis et la création d'un Service Pilotage Budgétaire et Contrôle de Gestion officialisée en comité technique début 2021.
- ▶ La prise en compte des évolutions réglementaires (ex : critères environnementaux) ou des changements de pratiques (ex : désengagement de la Métropole en matière de collecte des ordures ménagères) dans nos procédures de marchés publics.
- ▶ La mise en place d'un "Click and Collect" de la Fabrique de Provence à Noël.

DIRECTION DES SYSTÈMES D'INFORMATION ET DES USAGES NUMÉRIQUES



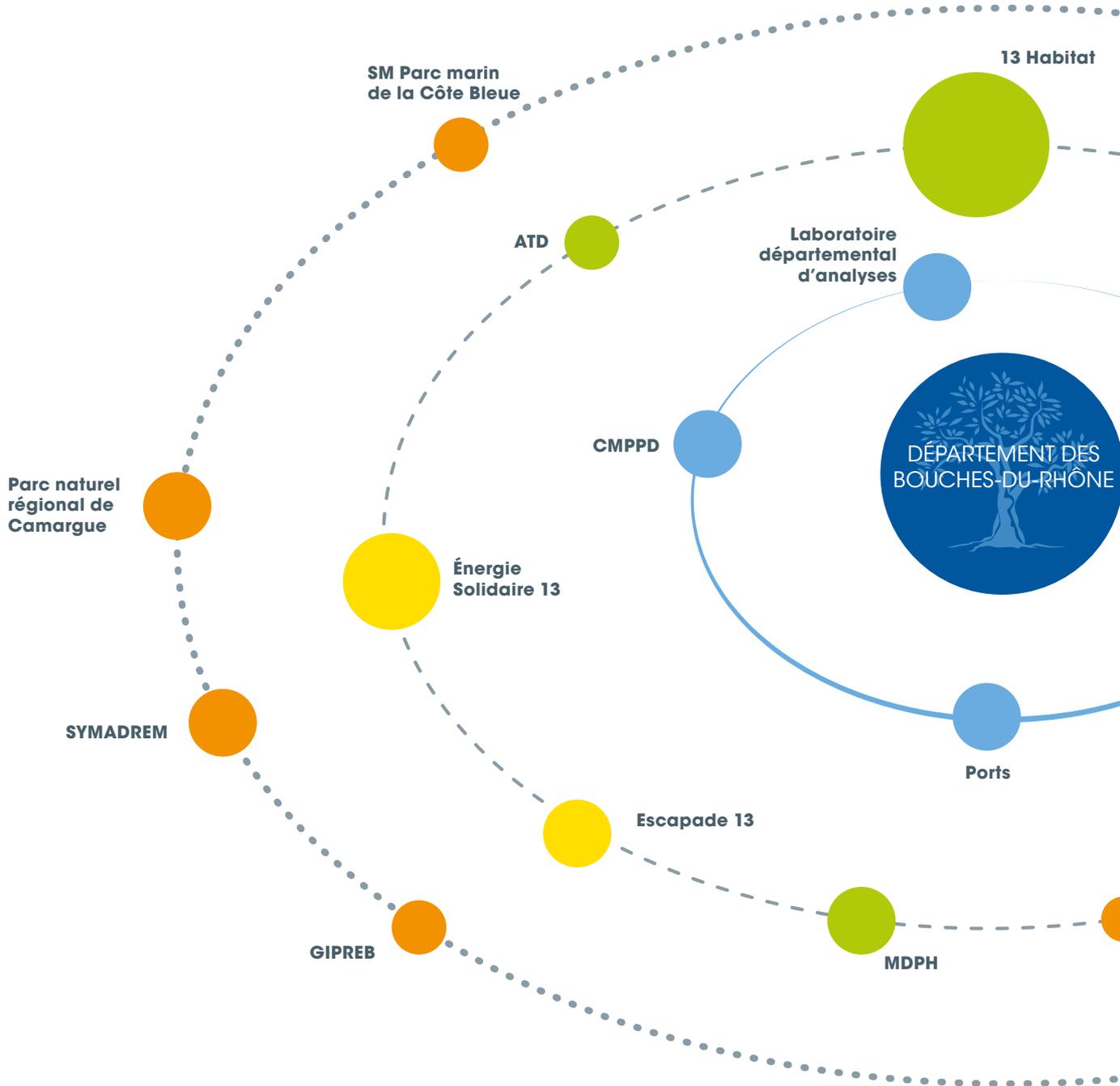
80 agents

- ▶ L'ouverture de **18 nouveaux sites**, dont **12 nouvelles Maisons du Bel Âge** en coordination avec la DSG
- ▶ La mise en service du Museon Arlaten
- ▶ Le remplacement de 1 000 PC et **2 000 portables** sur les **2 sites** principaux (HD13 et Arenç) migrés sous Windows 10
- ▶ L'ouverture de **nouveaux services aux usagers** via le compte usager unique (13 à votre écoute, Demandes de RDV, de renseignements, ou de justificatifs pour les usagers de la DITAS),

- ▶ La modernisation des systèmes d'accès mobile (WIFI) et internet,
- ▶ L'évolution de l'infrastructure de téléphonie sur IP,
- ▶ L'évolution des solutions d'impression mutualisée,
- ▶ La finalisation de la stratégie de dématérialisation.

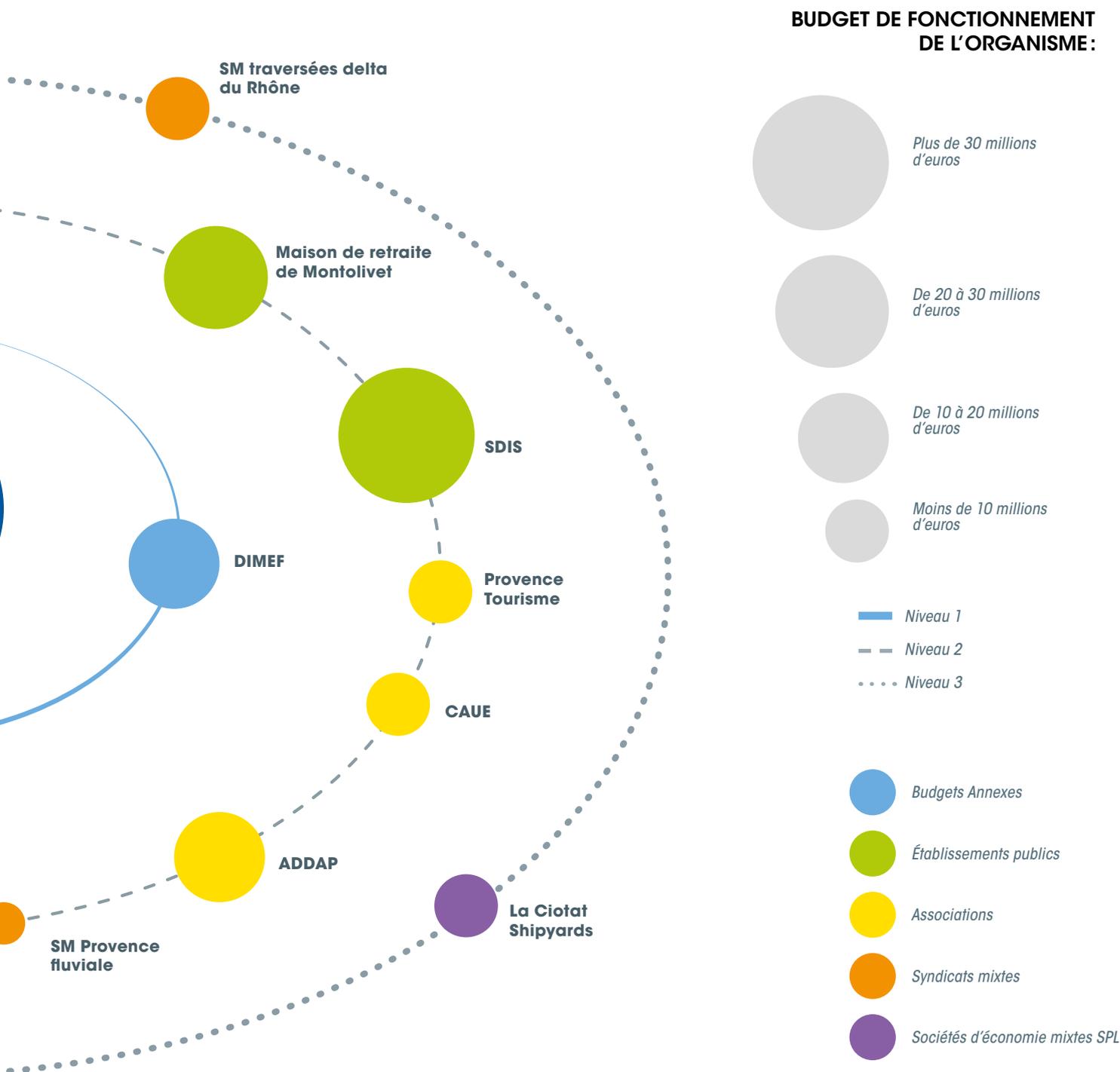


LE DÉPARTEMENT ET SES P



CMPPD: Centre médico-psycho pédagogique départemental
DIMEF: Direction des Maisons de l'Enfance et de la Famille
SDIS: Service départemental d'incendie et de secours
MDPH: Maison départementale des personnes handicapées
ATD: Agence technique départementale

PRINCIPAUX PARTENAIRES



ADDAP: Association départementale pour le Développement des actions de prévention

CAUE: Conseil d'architecture, d'Urbanisme et de l'environnement

SYMADREM: Syndicat mixte d'aménagement des digues du Rhône et de la mer

La Ciotat Shipyards (ex-SEMIDEP): Chantiers navals de La Ciotat

GIPREB: Groupement d'intérêt public pour la réhabilitation de l'Étang de Berre





RAPPORT D'ACTIVITÉS 2020



Hôtel du Département
52, avenue de saint-just
13256 Marseille Cedex 20
04 13 31 13 13

www.departement13.fr